

République Algérienne Démocratique Populaire

Ministère de L'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

Université d'Oran 2 Mohamed Ben Ahmed

**Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de
Gestion**



Département des sciences économiques

Spécialité : Analyse économique et perspective

Année : 1^{ère} Année Master (Semestre 1)

Matière enseignée :

Les indicateurs économiques

Par : Mme ABDERRAHMANE Djoher

Maître de conférences A

Département des Sciences économiques

Année universitaire : 2020/2021

Avant propos :

Un indicateur économique est un signe, un indice ou une mesure sur un événement qui peut avoir des conséquences sur les consommateurs, les entreprises et les gouvernements. Ces informations sont fournies par différentes sources : les statistiques des gouvernements, les rapports des banques, les rapports financiers des entreprises.

Il est important d'être capable de lire ces informations, de les comprendre et de les interpréter, de saisir leur logique et d'en mesurer les conséquences, et de savoir dans quelle phase économique on se situe. Plus le chef d'entreprise voit les signes d'avance, plus il est en mesure de se préparer. Les gestionnaires prévoyants voient venir les ralentissements et les récessions économiques et planifient déjà la reprise.

Aussi, un indicateur économique est une donnée chiffrée qui mesure une certaine dimension d'une activité économique d'un secteur ou d'un pays. Cette statistique est publiquement publiée à intervalle régulier par des organismes d'études statistiques publics ou privés. Dans notre contexte économique, il y a trois principaux intervenants : le consommateur, le chef d'entreprise et le gouvernement. Pour chaque intervenant, il existe des indicateurs économiques spécifiques.

Objectifs du cours :

Le contenu du cours est adressé pour les étudiants du master d'Analyse économique et perspective (AEP). Ce module/matière était présenté pour les étudiants des années 2017, 2018 et 2019. Ce cours consiste en une initiation aux différents indicateurs économiques les plus utilisés et démontrer leurs importances et leurs rôles. Il a pour objectifs :

- Définir les indicateurs économiques,
- Découvrir la signification d'un indicateur et son utilité,
- Maîtriser les fondements de la réflexion d'indicateur économique,
- Comprendre l'analyse des indicateurs économiques,
- Connaître les principales utilisations des indicateurs économiques,
- Faire la différence entre les différents indicateurs économiques utilisés,
- Apprendre à calculer et distinguer les indicateurs économiques,

Compétences acquises:

Durant la période universitaire, chaque étudiant a eu plusieurs cours à apprendre, plusieurs leçons à tirer, de nouvelles connaissances acquises et aussi être prête à avoir plus pendant le Master. A la suite de cet apprentissage l'étudiant en master d'analyse économique doit avoir une idée sur l'indicateur économique et être capable de:

- Comprendre les principaux concepts de l'indicateur économique,
- Connaître les principaux indicateurs pour le gouvernement, pour le consommateur et pour l'entreprise.
- Maîtriser les concepts d'indicateurs économiques,
- Réaliser les indicateurs économiques et les analysés,

Sommaire :

Chapitre 1 : Généralités sur les indicateurs économique	7
1-Définition de l'indicateur économique :	7
1-2-Qu'est-ce que les indicateurs économiques ?.....	8
2-Les types d'indicateurs économiques :	9
➤Exemple d'indicateur économique | AvaTrade :	11
4-Comment utiliser les indicateurs économiques ?	11
Chapitre 2 : Les différents indicateurs économiques	30
1-1-Indicateurs de production :.....	30
1-2-Indicateurs de revenus et de richesse :	31
1-3-Indicateurs financiers :.....	31
1-4-Critiques :	32
2-Les indicateurs de développement :	32
2- 1- Le PIB, indicateur très superficiel :	33
2-2- Le PNB n'est pas un indicateur de développement :	35
2-3- L'indice de développement humain :.....	35
2-4- Autres indicateurs :	36
3- Les autres indicateurs économiques synthétiques :.....	36
3-1- L'indice de santé sociale :.....	37
3-2- Le BIP 40 ou Baromètre des Inégalités et de la pauvreté en France :.....	38
3-3- Les indicateurs de sécurité économique :.....	38
4- L'Empreinte écologique :.....	40

Limites :	41
5- Les différents indicateurs économiques utilisés dans le monde:	42
Chapitre 3 : Analyse des indicateurs économiques	49
•Pour le consommateur :	51
•Pour le chef d'entreprise :	52
•Pour le gouvernement :	54
❖Modèle systémique :	55
❖Cycle économique :	57
❖Le sommet :	57
❖Le ralentissement :	57
❖Le creux :	58
❖L'expansion :	58
Chapitre 4 : Comparaison des indicateurs économiques entre le Maroc et l'Algérie :	66
1-Les indicateurs économiques du Maroc : Croissance	66
❖ ❖Indicateurs de croissance :	66
❖ Les principaux secteurs économiques :	67
2-Les indicateurs économiques de l'Algérie : Croissance	67
❖Indicateurs de croissance de l'Algérie :	67
❖Les indicateurs économiques de l'Algérie : Investissement	69
❖Les indicateurs économiques en termes de coûts des facteurs :	71
Algérie : tous les indicateurs au rouge de 2017 à nos jours :	74
❖L'Algérie 2017/2020, face aux contraintes financières et de gouvernance :	77
Bibliographie :	104

Chapitre 1 :
Généralités sur les indicateurs
économiques

Chapitre 1 : Généralités sur les indicateurs économique

1- Définition de l'indicateur économique :

En économie, un **indicateur** est une statistique construite afin de mesurer certaines dimensions de l'activité économique, ceci de façon aussi objective que possible. Leurs évolutions ainsi que leurs corrélations avec d'autres grandeurs sont fréquemment analysées à l'aide de méthodes économétriques.

Les indicateurs sont construits par l'agrégation d'indices qui figurent dans un document appelé « tableau de bord ». La construction des indicateurs découle d'un choix de conventions qui traduisent plus ou moins bien certaines priorités et valeurs éthiques et morales. Le « Tableau économique » de François Quesnay, l'un des premiers physiocrates qui a vécu au XVIII^e siècle, constitue l'un des premiers exemples d'un tel indicateur visant à mesurer la richesse d'un pays. Depuis les développements des comptes nationaux après la Seconde Guerre mondiale, le produit intérieur brut (PIB) et le produit national brut (PNB) sont les indicateurs les plus courants.

Un indicateur économique est une donnée chiffrée qui mesure une certaine dimension d'une activité économique d'un secteur ou d'un pays. Cette statistique est publiquement publiée à intervalle régulier par des organismes d'études statistiques publics ou privés.¹

Par ailleurs, il existe d'autres indicateurs qui prennent en compte d'autres facteurs ignorés par le PNB et le PIB afin de mesurer le bien-être des habitants d'un pays ; en incluant par exemple des indicateurs de santé, d'espérance de vie, de taux d'alphabétisation. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a ainsi créé l'indice de développement humain (IDH) dans les années 1990.

Les indicateurs économiques (PIB, taux d'intérêts directs, indice des prix à la consommation, taux de chômage) permettent de suivre la santé économique et financière d'un pays ou d'un secteur. Ils ont un effet important sur l'évolution des Bourses. C'est la raison pour laquelle les investisseurs suivent et analysent régulièrement leurs publications.

¹ <http://dictionnaire.sensagent.leparisien.fr>

Des tentatives pour prendre en compte d'autres dimensions telles la sécurité ou pour inclure la « soutenabilité écologique » de l'activité économique dans des indicateurs ont aussi été menées plus récemment.

1-2- Qu'est-ce que les indicateurs économiques ?

Un indicateur économique est un type de données économiques, de nature statistique. Grâce à ces données, nous pouvons réaliser une analyse de la situation économique, à la fois passée, présente et future, d'un territoire. L'indicateur économique est un type de données économiques, au moyen desquelles nous pouvons extraire une analyse et, conformément à d'autres, analyser l'évolution économique. Grâce aux indicateurs économiques, un analyste peut suivre l'évolution de l'économie et du cycle économique, ainsi que faire des prédictions sur les mouvements possibles que l'économie s'attend à connaître. Son caractère statistique permet sa gestion tout au long de la série historique.²

Les indicateurs économiques sont des publications planifiées de données économiques, des déclarations et annonces faites par des acteurs majeurs du domaine financier. Il existe de nombreux indicateurs, chacun d'entre eux est différent en termes d'origine, de public cible et d'influence sur les divers marchés financiers. Pour des raisons de commodité, nous avons séparé les indicateurs par région en commençant par les indicateurs américains, les indicateurs européens, et les indicateurs asiatiques.

En économie, un **indicateur** est une statistique construite afin de mesurer certaines dimensions de l'activité économique, ceci de façon aussi objective que possible. Leurs évolutions ainsi que leurs corrélations avec d'autres grandeurs sont fréquemment analysées à l'aide de méthodes économétriques. Les indicateurs sont construits par l'agrégation d'indices qui figurent dans un document appelé « tableau de bord ». La construction des indicateurs découle d'un choix de conventions qui traduisent plus ou moins bien certaines priorités et valeurs éthiques et morales.³

Le « Tableau économique » de François Quesnay, l'un des premiers physiocrates qui a vécu au XVIII^e siècle, constitue l'un des premiers exemples d'un tel indicateur visant à mesurer la richesse d'un pays. Depuis les développements des comptes nationaux après la Seconde

² <https://economy-pedia.com/11035233-economic-indicat>

³ https://fr.wikipedia.org/wiki/Indicateur_%C3%A9conomique

Guerre mondiale, le produit intérieur brut (PIB) et le produit national brut (PNB) sont les indicateurs les plus courants. Par ailleurs, il existe d'autres indicateurs qui prennent en compte d'autres facteurs ignorés par le PNB et le PIB afin de mesurer le bien-être des habitants d'un pays ; en incluant par exemple des indicateurs de santé, d'espérance de vie, de taux d'alphabétisation. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a ainsi créé l'indice de développement humain (IDH) dans les années 1990.

2- Les types d'indicateurs économiques :

Un indicateur économique est une donnée chiffrée qui mesure une certaine dimension d'une activité économique d'un secteur ou d'un pays. Cette statistique est publiquement publiée à intervalle régulier par des organismes d'études statistiques publics ou privés. Les indicateurs économiques sont classés selon leur importance et l'impact qu'ils ont sur les marchés au moment de leurs publications. Nous distinguons trois types d'indicateurs :

- ✓ **Les indicateurs économiques avancés**
- ✓ **Les indicateurs économiques coïncidents**
- ✓ **Les indicateurs économiques retardés**

2-1- Les indicateurs économiques avancés :

Ces indicateurs reflètent en avance l'activité économique réelle. Ils permettent d'anticiper des changements de tendances économiques. Ils sont difficiles à analyser puisqu'ils anticipent l'activité économique. Combinés à d'autres indicateurs, ils permettent de confirmer ou d'infirmier certaines tendances. Par exemple, un bon chiffre sur l'indice de confiance des consommateurs peut sous-entendre une consommation future plus élevée, mais cette tendance sera confirmée ou infirmée avec un indicateur retardé.

2-2- Les indicateurs économiques coïncidents :

Ce sont les indicateurs les plus suivis qui évaluent l'activité économique réelle au moment de leur publication. Ces statistiques suivent l'activité économique dans son ensemble. Ils permettent à un instant donné de prendre la mesure de l'activité économique. Ils sont moins complexes à analyser que les indicateurs avancés.

2-3- Les indicateurs économiques retardés :

Ces statistiques sont basées sur des données déjà passées donc plus facilement calculables. Ils permettent de mesurer l'activité économique passée. Ces indicateurs confirment ou infirment une tendance économique. Leurs publications ont un impact direct sur l'économie des marchés.

Indicateur avancé	Indicateur coïncident	Indicateur retardé
Reflète en avance l'activité économique réelle	Evalue l'activité économique réelle au moment de leur publication	Mesure l'activité économique passée
<ul style="list-style-type: none"> • l'indice des prix à la consommation • le sentiment des consommateurs • le climat économique • la construction de logements 	<ul style="list-style-type: none"> • le PIB (1ère estimation) • la production industrielle • le PMI manufacturier • le rapport de vente aux détails 	<ul style="list-style-type: none"> • le PIB réel (version définitive) • les taux d'intérêts directeurs • le taux de chômage • la balance des paiements

Tableau N°1 : les différents types d'indicateurs économiques

La fréquence des indicateurs est variable ; certains sont quotidiens, tandis que d'autres sont mensuels et plusieurs sont trimestriels. Avant la publication d'un indicateur, certains chiffres financiers importants apportent des éléments de spéculation, et les traders peuvent baser leurs décisions sur ces spéculations. Un événement économique possède une double influence : la première lors de l'annonce, et la deuxième lorsqu'il est comparé aux spéculations préalables. Lorsqu'il existe une grande différence entre la spéculation et le chiffre réel, cela peut provoquer des modifications du marché.

Les indicateurs économiques peuvent être par exemple, le taux de chômage d'un pays, le taux d'intérêt, les nouveaux permis de construire ou le taux des fonds fédéraux. Chaque indicateur peut affecter d'autres marchés que le sien propre. Par exemple, lorsqu'un gouvernement annonce la délivrance d'un plus grand nombre de permis de construire, cela entraîne une

augmentation du nombre d'emplois, le taux de chômage sera donc réduit, le taux de consommation augmentera et cela contribuera au renforcement de la devise locale.

➤ **Exemple d'indicateur économique | AvaTrade :**

Un exemple d'indicateur ayant un impact majeur est le rapport sur les emplois non-agricoles, publié le 1er vendredi de chaque mois par le U.S. Bureau of Labor Statistics. Ce rapport révèle le changement du nombre de personnes employées aux États-Unis par rapport au mois précédent, sans compter le secteur agricole. Cela couvre environ 80% de la main d'œuvre des États-Unis. Une hausse du nombre de nouveaux postes signale généralement une croissance du marché. Le dollar américain va alors réagir en partant à la hausse.

Si un trader table sur une hausse de l'emploi et qu'il ouvre des positions d'achat avant la publication du rapport, les résultats lui seront favorables. Naturellement, en cas de ralentissement de l'emploi, le dollar va s'affaiblir. Quoi qu'il en soit, le rapport sur l'emploi non-agricole et les spéculations qui l'entourent influencent différents instruments.

3- Comment utiliser les indicateurs économiques ?

Pour utiliser les indicateurs à son avantage, il est nécessaire d'analyser le marché de manière adéquate. Certains traders préfèrent effectuer une recherche plus élémentaire alors que d'autres favorisent un travail et une analyse très approfondis. Les indicateurs peuvent être un outil très utile à tous les traders, ils nécessitent de suivre les événements du calendrier économique de très près. Une fois qu'un trader a enregistré la tenue d'un certain événement, par exemple la publication d'un taux d'offre et de demande de consommation d'un pays, il peut se préparer en spéculant sur le chiffre qui sera annoncé. À partir de là, le trader est en mesure de décider quel instrument il convient de trader et s'il doit ouvrir une position d'achat ou de vente. Plus le trader est précis, et plus la transaction est susceptible de générer des profits substantiels.

Les spéculations sur un indicateur économique doivent être réservées aux traders ayant une connaissance des marchés pertinents et des incidences financières, ou des événements généraux ayant un effet sur le contenu de l'indicateur. Une fois que la connaissance de tous les facteurs connexes est acquise, la spéculation est fondée sur une décision rationnelle.

Tout trader, qu'il soit débutant ou expérimenté, doit se familiariser avec le calendrier économique, et apprendre à connaître et à utiliser les indicateurs pertinents pour ses transactions. Une fois ces connaissances acquises, les traders pourront réaliser de bien meilleures transactions et espérer que leurs gains surpassent leurs attentes.

Chapitre 2 :
Histoire des indicateurs économiques

Chapitre 2 : Histoire des indicateurs économiques

Sommaire :

1. Prix :

- Taux d'inflation
- Indice des prix à la consommation – IPC
- Prix à l'exportation
- Déflateur du PIB
- Prix à l'importation
- Prix à la production

2. Marchés financiers :

- Monnaie
- Obligation d'Etat
- Marché boursier
- Matières premières

3. Commerce :

- Balance commerciale
- Flux de capitaux
- Compte courant
- Compte courant par rapport au PIB
- Exportations
- Dette extérieure
- Importations
- Termes de l'échange

4. Monnaie :

- Taux d'intérêt
- Taux interbancaire
- Prêts au secteur privé
- Masse monétaire
- Réserves de change

5. Entreprises :

- Faillites
- Confiance des entreprises

- Utilisation de la capacité
- Immatriculation de véhicules
- Variations de stocks
- Indice des logements
- Production industrielle
- Nouvelles commandes

6. Gouvernements :

- Budget du gouvernement
- Dette publique par rapport au PIB
- Dépenses du gouvernement

7. PIB - Produit Intérieur Brut :

- Croissance annuel du PIB
- Taux de croissance du PIB
- PIB par habitant
- PIB par habitant PPP
- Valeur totale du PIB
- Produit National Brut

8. Travail :

- Taux de chômage
- Personnes employées
- Emploi vacants
- Coûts de la main d'œuvre
- Population
- Productivité
- Chômeurs
- Salaires

9. Consommateurs :

- Taux d'intérêt des banques pour les prêts
- Confiance des consommateurs
- Dépenses de consommation
- Revenu personnel disponible
- Épargne personnelle
- Ventes au détail

Introduction :

En économie, un indicateur est une statistique construite afin de mesurer certaines dimensions de l'activité économique, ceci de façon aussi objective que possible. Leurs évolutions ainsi que leurs corrélations avec d'autres grandeurs sont fréquemment analysées à l'aide de méthodes économétriques.

Les indicateurs sont construits par l'agrégation d'indices qui figurent dans un document appelé « tableau de bord ». La construction des indicateurs découle d'un choix de conventions qui traduisent plus ou moins bien certaines priorités et valeurs éthiques et morales. Le « Tableau économique » de François Quesnay, l'un des premiers physiocrates qui a vécu au xviii^e siècle, constitue l'un des premiers exemples d'un tel indicateur visant à mesurer la richesse d'un pays. Depuis les développements des comptes nationaux après la Seconde Guerre mondiale, le produit intérieur brut (PIB) et le produit national brut (PNB) sont les indicateurs les plus courants.

Par ailleurs, il existe d'autres indicateurs qui prennent en compte d'autres facteurs ignorés par le PNB et le PIB afin de mesurer le bien-être des habitants d'un pays ; en incluant par exemple des indicateurs de santé, d'espérance de vie, de taux d'alphabétisation. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a ainsi créé l'indice de développement humain (IDH) dans les années 1990.

Des tentatives pour prendre en compte d'autres dimensions telles la sécurité ou pour inclure la « soutenabilité écologique » de l'activité économique dans des indicateurs ont aussi été menées plus récemment.

1- Prix :

- **Taux d'inflation (Inflation Rate) :**

L'indicateur montre une variation annuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC). L'IPC mesure l'évolution des prix des biens et services de consommation achetés par les ménages. Il est calculé à partir des variations de prix pour chaque article dans un panier prédéfini de biens et services pour calculer leur prix moyen. Le poids des éléments est choisi en fonction de leur importance. Selon les pays, les plus fortes pondérations sont habituellement données à l'alimentation, l'énergie, le logement, l'habillement, les soins médicaux, le transport et les équipements ménagers.

- **Indice des prix à la consommation - IPC (Consumer Price Index - CPI) :**

L'indice des prix à la consommation ou l'IPC mesure l'évolution des prix payés par les consommateurs pour un panier de biens et services.

- **Prix à l'exportation (Export Prices) :**

L'indicateur se réfère au taux de variation des prix des biens et services vendus par les résidents de ce pays à des acheteurs étrangers. Les prix à l'exportation sont fortement affectés par les taux de change.

- **Déflateur du PIB (GDP Deflator) :**

Le déflateur du PIB, aussi connu comme l'indice implicite des prix, suit le coût de tous les nouveaux produits dans le pays, des biens et services dans une économie par rapport au pouvoir d'achat. Il est calculé en divisant la valeur du PIB nominal par la valeur du PIB réel (PIB nominal ajusté par l'inflation) et en le multipliant par 100.

- **Prix à l'importation (Import Prices) :**

L'indicateur se réfère au taux de variation des prix des biens et services achetés par les résidents de ce pays à des vendeurs étrangers. Les prix à l'importation sont fortement affectés par les taux de change.

- **Prix à la production (Producer Prices) :**

L'indice des prix à la production, mesure la variation moyenne des prix des biens et services vendus par les fabricants et les producteurs dans le marché de gros au cours d'une période donnée. Il prend en compte trois zones de production : produits finis, de biens intermédiaires et de matières premières ou de produits bruts.

2- Marchés financiers :

- **Monnaie (Currency) :**

Le taux de change représente le prix actuel du marché pour lequel une monnaie peut être échangée contre une autre. Par exemple, si le taux de change de l'euro pour le dollar des États-Unis est de 1,3, ce qui signifie que 1 euro peut être échangé contre 1,3 dollars américains. Les taux de change jouent un rôle important dans le niveau de compétitivité des pays, ils font partie des indicateurs les plus analysés dans le monde.

Le taux de change est déterminé par le niveau de l'offre et de la demande sur les marchés internationaux. Toutefois, l'évolution des taux du marché des changes (le forex) sont souvent difficiles à comprendre et à prévoir, car le marché est immense et volatile.

- **Obligation d'Etat (Government Bond) :**

Une obligation du gouvernement est une valeur mobilière émise par un gouvernement pour financer ses dépenses. Les obligations gouvernementales ont été considérées pendant longtemps comme des investissements sans risque, car les gouvernements pouvaient facilement dévaluer leurs monnaies ou augmenter les impôts afin de rembourser les emprunts à l'échéance. Cependant, la dégradation récente de la note de la dette des Etats-Unis et la crise de la dette souveraine dans l'Union européenne ont jeté de sérieux doutes sur ces hypothèses sans risque.

- **Marché boursier (Stock Market) :**

Un marché boursier est au centre d'un réseau de transactions où les investisseurs échangent des titres de sociétés cotées.

- **Matières premières (Commodity) :**

Les futurs sur matières premières sont des contrats standardisés destinés à l'achat et à la vente de produits physiques pour livraison future. Les prix des contrats futurs sont déterminés par l'équilibre entre l'offre et la demande des ordres en bourse au moment de l'achat ou de la vente du contrat. Contrairement aux options, les détenteurs de contrats à terme sont obligés de livrer ou de prendre livraison aux termes du contrat. Une option accorde à l'acheteur le droit, mais non l'obligation, d'établir une position précédemment occupé par le vendeur de l'option.

3- Commerce :

- **Balance commerciale (Balance of Trade)**

La balance commerciale représente la différence entre la valeur monétaire des exportations et des importations dans une économie pendant une certaine période de temps.

- **Flux de capitaux (Capital Flows) :**

Les flux de capitaux se réfèrent au compte de capital et au compte financier de la balance des paiements d'un pays. Les transactions comprises dans ces comptes représentent tout simplement le transfert de propriété de l'actif des résidents d'un pays aux résidents de l'autre.

Le compte de capital enregistre les transferts de capitaux des biens et des actifs financiers par les migrants qui quittent ou qui arrivent dans un pays et les transferts de biens non produits ou non financiers tels que les droits de donation et de succession, les brevets, droits d'auteur, les redevances.

Le compte financier enregistre les transactions sur les actifs appartenant à l'État, les investissements directs étrangers, les flux monétaires mondiaux liés à l'investissement dans les entreprises, l'immobilier, les obligations et les actions, les actifs du secteur privé détenus dans d'autres pays et les actifs locaux détenus par des étrangers.

- **Compte courant (Current Account) :**

Le compte courant représente la somme de la balance commerciale (exportations moins importations de biens et services), le revenu net (comme les intérêts et les dividendes) et les paiements de transfert (tels que l'aide étrangère). La balance commerciale est généralement la partie la plus importante du compte courant. Un excédent de la balance courante est généralement associé à un excédent commercial.

Toutefois, pour les quelques pays ayant des actifs ou des passifs d'outre-mer, les paiements nets peuvent être importants. Les ventes nettes positives à l'étranger contribuent généralement à un excédent du compte courant, car la valeur des intérêts ou des dividendes générés à l'étranger est plus grande que la valeur des intérêts ou des dividendes générés par les capitaux étrangers dans le pays. Les paiements de transfert sont une partie très importante de la balance courante dans les pays pauvres et en voie de développement, les dons, les aides et les subventions officielles peuvent équilibrer des déficits commerciaux élevés.

- **Compte courant par rapport au PIB (Current Account to GDP) :**

Le solde du compte courant en pourcentage du PIB donne une indication sur le niveau de compétitivité internationale d'un pays. Habituellement, les pays qui enregistrent un fort excédent de la balance courante ont une économie fortement dépendante des recettes d'exportation avec fort taux d'épargne, mais une demande intérieure faible. D'autre part, les pays qui enregistrent un déficit du compte courant ont d'importantes importations, un faible taux d'épargne et des taux élevés de consommation personnelle en pourcentage du revenu disponible.

- **Exportations (Exports) :**

Les exportations mesurent la quantité de biens ou de services que les producteurs nationaux offrent aux consommateurs étrangers. Normalement, les exportations de marchandises impliquent les autorités douanières à la fois dans le pays d'exportation et le pays d'importation. Mais avec l'avènement de petits métiers sur internet, les exportations ont largement ignoré la participation des douanes dans de nombreux pays en raison des valeurs individuelles faibles de ces métiers. Néanmoins, ces petites exportations sont encore soumises à des restrictions légales appliquées par le pays d'exportation.

- **Dette extérieure (External Debt) :**

La dette extérieure représente une partie de la dette totale qui est due à des créanciers extérieurs au pays.

- **Importations (Imports) :**

Cet indicateur mesure les importations de biens ou de services dans un pays. Les importations de marchandises nécessitent normalement l'implication des autorités douanières dans le pays d'importation, le pays d'exportation et est souvent soumis à des quotas d'importation, droits de douane et à des accords commerciaux.

- **Termes de l'échange (Terms of Trade) :**

Le terme de l'échange se réfère au prix des biens exportables par rapport aux prix des biens importables. S'il est supérieur à 100 %, le pays exporte plus de biens qu'il n'en importe. S'il est inférieur à 100 %, le pays a besoin d'acheter plus de produits à l'extérieur qu'il n'en exporte. Les termes de taux d'échange sont fortement influencés par l'évolution du taux de change, une hausse de la valeur de la monnaie nationale du pays diminue les prix de ses importations, mais elle réduit la compétitivité de ses exportations.

4- Monnaie :

- **Taux d'intérêt (Interest Rate) :**

Le taux d'intérêt se réfère au taux d'intérêt de référence de la banque centrale. Habituellement, le taux d'intérêt de référence de la banque centrale est le taux à un jour auquel les banques centrales accordent des prêts aux banques commerciales sous leur juridiction.

La modification du taux d'intérêt de référence par la banque centrale peut avoir un impact sur les taux d'intérêt des banques commerciales, le niveau d'inflation du pays et le taux de change

national. Une réduction du taux d'intérêt permet d'augmenter l'activité, le taux d'inflation et l'affaiblissement de la monnaie nationale. En cas d'augmentation du taux d'intérêt, le niveau de l'activité et l'inflation sont susceptibles de baisser et la monnaie nationale de prendre plus de valeur.

- **Taux interbancaire (Interbank Rate) :**

Le taux interbancaire représente le taux d'intérêt sur les prêts à court terme consentis aux banques.

- **Prêts au secteur privé (Loans to Private Sector) :**

Les prêts bancaires au secteur privé représentent la valeur totale des ressources financières fournies par les banques commerciales au secteur privé, y compris aux ménages et aux entreprises

- **Masse monétaire (Money Supply) :**

La masse monétaire représente le montant total des actifs monétaires disponibles dans un pays à un moment précis. Selon le Financial Times, la masse monétaire M0 et M1, comprend les pièces et les billets en circulation et d'autres actifs qui sont facilement convertibles en espèces. La masse monétaire M2 inclut M1 plus les dépôts à court terme dans les banques. La masse monétaire M3 inclut M2 plus les dépôts à terme.

- **Réserves de change (Foreign Exchange Reserves) :**

Les réserves de change représentent les avoirs étrangers détenus ou contrôlés par les banques centrales. Les réserves peuvent être en or ou dans une monnaie spécifique comme le dollar ou l'euro. Elles peuvent également être des droits de tirage spéciaux et des titres négociables libellés en monnaies étrangères comme des bons du Trésor, des obligations gouvernementales, des obligations de sociétés ou des titres de participation et des prêts en devises. Les réserves sont généralement utilisées pour financer le solde des déséquilibres de paiements ou pour contrôler les taux de change.

5- Entreprises :

- **Faillites (Bankruptcies) :**

La faillite, aussi appelée liquidation ou insolvabilité, est un statut juridique d'une personne, d'une société ou d'une personne morale qui ne peut pas rembourser ses dettes aux créanciers ou qui pour des raisons diverses ne peut pas exercer ses activités. En principe, tous les actifs

d'une organisation ou d'un individu sont pris en charge par l'ordonnance du tribunal afin de rembourser ses obligations. Les lois sur la faillite varient selon les pays. Par exemple, elle peut s'appliquer uniquement à des individus ou seulement à des entreprises. Elle peut être imposée par un tribunal ou être initiée par le débiteur lui-même.

- **Confiance des entreprises (Business Confidence) :**

L'indice de confiance des entreprises est un indicateur destiné à mesurer le degré d'optimisme de l'état de l'économie que les propriétaires d'entreprises expriment à travers leurs activités d'investissement et de dépenses. Une diminution de la confiance des entreprises implique souvent un ralentissement de la croissance économique, car les propriétaires d'entreprises sont susceptibles de diminuer leur investissement. Quant les propriétaires et gestionnaires d'entreprises se sentent plus confiants au sujet de l'économie, de leurs entreprises et de leurs emplois, ils sont plus susceptibles de faire des investissements et des achats.

- **Utilisation de la capacité (Capacity Utilization) :**

Le taux d'utilisation des capacités, aussi appelé taux d'exploitation, montre la relation entre la production réelle et la production potentielle qui pourrait être atteinte avec la main-d'oeuvre et les équipements disponibles. Par exemple, si une industrie travaille avec un taux d'utilisation des capacités de 65 %, cela signifie qu'elle a la capacité d'augmenter sa production de 35 % sans encourir de coûts élevés pour construire une nouvelle usine.

- **Immatriculation de véhicules (Car Registrations) :**

Cet indicateur reflète le nombre de nouvelles immatriculations de véhicules par mois.

- **Variations de stocks (Changes in Inventories) :**

Les variations de stocks indiquent la différence entre le volume physique et la valeur des stocks détenus par les entreprises et les gouvernements à une certaine période de temps. Pour les entreprises, ces changements peuvent se référer aux matières premières, produits finis et aux travaux en cours. Pour les gouvernements, ils peuvent se référer à la nourriture, le pétrole et les stocks d'intervention sur le marché.

- **Indice des logements (Housing Index) :**

L'indice des logements montre l'activité de construction résidentielle dans un certain laps de temps. La mesure diffère selon les pays et peut se référer aux permis de construire accordés, aux logements achevés ou aux constructions qui démarrent. Vous pouvez également afficher

l'indice des prix des logements (house price index), l'indice du prix des propriétés (property price index), l'indice du coût de la construction (construction cost index), le prix moyen des maisons (average houses price) ou la valeur des prêts hypothécaires résidentiels (value of residential mortgages).

- **Production industrielle (Industrial Production) :**

Les données montrent une variation sur l'année de l'indice de production industrielle après correction des variations saisonnières. L'indice de production industrielle est un indicateur économique qui mesure les variations de la production pour la fabrication, l'exploitation minière et les services publics. Ces secteurs contribuent seulement pour une petite partie du PIB, mais ils sont très sensibles aux taux d'intérêt et à la demande des consommateurs.

La production industrielle est donc un bon outil pour prévoir le PIB et la performance économique. Les chiffres de production industrielle sont également utilisés par les banques centrales pour mesurer l'inflation, car des niveaux élevés de production industrielle peuvent conduire à des niveaux incontrôlés de consommation et à une inflation galopante.

- **Nouvelles commandes (New Orders) :**

Les nouvelles commandes offrent un indicateur avancé de la croissance du produit intérieur brut, car elles sont entraînées par la confiance et les attentes des entreprises.

6- Gouvernements :

- **Budget du gouvernement (Government Budget) :**

Le budget de gouvernement prévoit les dépenses et les recettes publiques pour une période de temps spécifique. La période couverte par le budget est généralement d'un an (l'exercice), elle peut ne pas correspondre avec l'année civile.

- **Dettes publiques par rapport au PIB (Government Debt To GDP) :**

La dette nationale d'un pays est calculée en pourcentage de son produit intérieur brut. Fondamentalement, la dette publique est la somme due par le gouvernement à ses créanciers. Il existe deux types de dette publique : net et brut.

La dette brute correspond à l'accumulation de la dette publique en cours, qui peut être sous la forme d'obligations d'État, de couvertures de défaillance (CDS - credit default swaps), de swaps de devises, de droits de tirage spéciaux (Special Drawing Rights : SDR), de prêts,

assurances et de pensions. La dette nette correspond à la différence entre la dette brute et les actifs financiers que le gouvernement détient.

- **Dépenses du gouvernement (Government Spending) :**

Les dépenses du gouvernement correspondent à la quantité d'argent que les gouvernements dépensent pour les services publics fournis aux citoyens. Les dépenses des administrations publiques comprennent les dépenses en biens et services comme le système de défense, judiciaire et d'éducation. Pourtant, il exclut les transferts gouvernementaux comme la sécurité sociale et les allocations de chômage.

7- PIB - Produit Intérieur Brut :

- **Croissance annuel du PIB (GDP Annual Growth Rate) :**

Le taux de croissance annuel du produit intérieur brut mesure l'augmentation de la valeur des biens et services produits par une économie sur une période d'un an. Par conséquent, contrairement au taux de croissance trimestrielle du PIB couramment utilisé, le taux de croissance annuel du PIB tient compte d'une année complète d'activité économique, évitant ainsi la nécessité de faire des corrections de variations saisonnières.

- **Taux de croissance du PIB (GDP Growth Rate) :**

Le taux de croissance du PIB montre une variation en pourcentage de la valeur du PIB corrigé des variations saisonnières trimestrielles, comparativement au trimestre précédent. En raison des conditions climatiques et des jours fériés, l'intensité de la production varie tout au long de l'année.

La comparaison directe de deux trimestres consécutifs est donc difficile. Afin de tenir compte de ces conditions, de nombreux pays calculent le PIB trimestriel en utilisant la méthode dite dessaisonnalisée. Le produit intérieur brut peut être déterminée en utilisant trois approches différentes : le produit, le revenu et la technique de dépenses, ce qui devrait donner le même résultat.

La technique du produit résume les résultats de toutes les classes d'entreprises. La technique de dépenses fonctionne sur le principe que chaque produit doit être acheté par quelqu'un, donc la valeur du produit total doit être égale au total des dépenses des gens qui ont acheté des produits et services. La technique de revenus fonctionne sur le principe que les revenus des

facteurs de production doivent être égaux à la valeur de leurs produits, ils déterminent le PIB en trouvant la somme des revenus de tous les producteurs.

- **PIB par habitant (GDP per capita) :**

Le PIB par habitant se calcule en divisant le PIB par le nombre d'habitants. Le PIB est la somme de la valeur brute ajoutée par tous les producteurs résidents, plus les taxes sur les produits et moins les subventions non incluses dans la valeur des produits. Il est calculé sans effectuer de déductions pour la dépréciation de biens fabriqués, ni de l'épuisement et de la dégradation des ressources naturelles.

- **PIB par habitant PPP (GDP per capita PPP) :**

Le PIB PPP par habitants représente le produit intérieur brut (converti en dollars aux taux de parité de pouvoir d'achat) divisé par la population. La base PPP est plus utile lorsque l'on compare les différences de niveaux de vie entre les nations, car le PPP prend en compte le coût relatif de la vie et les taux d'inflation des pays, plutôt que d'utiliser seulement des taux de change qui peuvent fausser les véritables différences de revenus.

- **Valeur totale du PIB (GDP Total Value) :**

Le produit intérieur brut (PIB) ou le revenu intérieur brut (RIB) est l'une des mesures du revenu et de la production nationale. Le PIB peut être défini de trois façons, ce qui devrait donner des résultats identiques.

Tout d'abord, il est égal au total des dépenses pour tous les biens et services produits dans le pays pendant une période de temps déterminée (généralement une année de 365 jours). Deuxièmement, il est égal à la somme de la valeur ajoutée à chaque étape de la production de toutes les industries, plus les taxes et moins les subventions sur les produits. Troisièmement, il est égal à la somme des revenus générés par la production comme la rémunération des salariés, les impôts sur la production et les importations, moins les subventions et l'excédent brut d'exploitation.

- **Produit National Brut (Gross National Product) :**

Le produit national brut (PNB) mesure la valeur marchande de tous les biens et services produits au cours d'une certaine période de temps par le travail et les biens fournis par les résidents d'un pays.

8- Travail :

- **Taux de chômage (Unemployment Rate) :**

Le taux de chômage peut être défini comme le nombre de personnes qui cherchent activement un emploi divisé par la population active.

- **Personnes employées (Employed Persons) :**

Ce rapport montre le nombre de personnes employées et légalement autorisées à travailler.

- **Emploi vacants (Job Vacancies) :**

Cet indicateur inclut toutes les activités économiques. Il offre une indication rapide de la prévision du nombre d'offres d'emploi dans le secteur privé.

- **Coûts de la main d'oeuvre (Labour Costs) :**

Le coût du travail unitaire correspond au coût moyen du travail par unité de production. Il est calculé en divisant le total des coûts du travail par la production réelle. Le coût moyen de la main-d'oeuvre représente la somme des salaires versés aux employés, le coût des avantages sociaux des employés et les charges sociales payées par l'employeur.

- **Population :**

Les estimations démographiques sont généralement produites par l'office statistique d'un pays. Le recensement de la population fournit une image fiable de la population d'un pays, car les données sont recueillies à un moment précis pour l'ensemble de la population. Pour les estimations mensuelles de la population, le nombre d'habitants est mis à jour en ajoutant les naissances, en soustrayant les décès et en ajoutant le solde migratoire international depuis la date du recensement.

- **Productivité (Productivity) :**

La productivité correspond à la valeur réelle de la production produite par une unité de travail dans une unité de temps. Elle est utilisée pour mesurer l'efficacité de l'économie. L'indicateur varie selon les pays. Dans la plupart des cas il se réfère au PIB produit par personne employée. Il peut également mesurer la production par travailleur, la production par emploi et la production par heure travaillée.

- **Chômeurs (Unemployed Persons) :**

Le rapport des personnes sans emploi représente seulement les personnes qui recherchent activement un emploi.

- **Salaires (Wages) :**

Cet indicateur fournit des informations utiles sur les salaires, mais ne permet pas de faire un classement ou une comparaison. Il faut prendre en compte que les pays ont des monnaies différentes, qu'ils publient leurs données à des dates différentes, certains ne font pas leur ajustement saisonnier et il existe différentes méthodes de calcul.

9- Consommateurs :

- **Taux d'intérêt des banques pour les prêts (Bank Lending Rate) :**

Les taux d'intérêts des Banques, aussi appelés taux préférentiels, se réfèrent aux taux d'intérêts de références utilisés par les banques pour prêter de l'argent à des entreprises ou des particuliers.

- **Confiance des consommateurs (Consumer Confidence) :**

La confiance des consommateurs est un indicateur destiné à mesurer le degré d'optimisme des consommateurs sur l'état général de l'économie et de leur situation financière personnelle. Quand leurs revenus sont stables, les consommateurs sont confiants et font des achats plus importants qui stimulent l'expansion économique. D'autre part, si la confiance est plus faible, les consommateurs ont tendance à épargner plus qu'ils ne dépensent, provoquant une contraction de l'économie.

- **Dépenses de consommation (Consumer Spending) :**

Le chiffre de dépenses des consommateurs représente le montant d'argent que les ménages dépensent en biens et services afin de satisfaire leurs besoins. L'indicateur est très important pour mesurer la santé de l'économie. Par exemple, lorsque la consommation des ménages est en baisse, cela signifie que l'économie ne fonctionne pas très bien.

- **Revenu personnel disponible (Disposable Personal Income) :**

Le revenu disponible représente le montant d'argent que les ménages ou les personnes disposent pour dépenser ou épargner après paiement des impôts sur le revenu et des cotisations de retraite. Le chiffre peut inclure la rémunération des salariés, les revenus de la propriété, les prestations sociales, l'argent gagné à l'étranger et d'autres revenus.

- **Épargne personnelle (Personal Savings) :**

L'épargne personnelle (épargne des ménages) est le plus souvent désignée comme le ratio du revenu des ménages par rapport au revenu net disponible des ménages sur une certaine période de temps. Il peut également indiquer la valeur totale des dépôts d'épargne dans l'économie.

- **Ventes au détail (Retail Sales) :**

Le rapport des ventes au détail est une mesure agrégée des ventes de marchandises au détail au cours d'une certaine période. Habituellement, le rapport sur les ventes au détail se fonde sur un échantillon de données qui est extrapolé pour modéliser tout un pays.

En général, l'indicateur comprend les ventes des magasins, mais il décompose aussi les chiffres de vente par groupes de produits comme la nourriture, les boissons, les vêtements et l'automobile. C'est un des rapports les plus opportuns qui fournit des données âgées de seulement quelques semaines.

La mesure la plus populaire des ventes au détail est d'un mois (MoM), le volume des ventes au détail est souvent comparé au mois précédent. Toutefois, certains pays préfèrent regarder le chiffre sur un an (YoY), le mois donné est alors comparé au même mois de l'année précédente, ce qui explique la saisonnalité et d'autres oscillations dans les ventes au détail.

Chapitre 3 :

Les différents indicateurs économiques

Chapitre 3 : Les différents indicateurs économiques

1- Les indicateurs les plus utilisés :

Parmi les nombreux indicateurs économiques très souvent utilisés figurent en premier lieu le Produit intérieur brut (PIB), dont on surveille le taux de croissance afin de mesurer la croissance économique, et le Produit national brut qui permet de comparer les puissances économiques des différentes nations. Sont aussi souvent utilisés le taux d'inflation⁴ et des indices du niveau des revenus, de celui de la richesse, ou encore le salaire minimum, le salaire moyen et l'indice de Gini, lesquels fournissent divers aperçus de la répartition et de l'inégalité des revenus. De nombreux indicateurs financiers sont enfin d'usage de plus en plus courant avec l'essor de la mondialisation financière.

1-1- Indicateurs de production :

La mesure de la production d'un pays se fait généralement par le Produit national brut (PNB) et le Produit intérieur brut (PIB). Le PIB est défini comme la valeur totale de la production interne de biens et services dans un pays donné au cours d'une année donnée par les agents résidents à l'intérieur du territoire national. C'est aussi la mesure du revenu provenant de la production dans un pays donné⁵. Ces indicateurs correspondent au développement des comptes nationaux mis en place après la Seconde Guerre mondiale⁶. Ils sont limités du fait des conditions historiques de leur apparition, à la fois dans leur mesure et au niveau conceptuel⁷.

Le Produit national brut (PNB) vise à évaluer la valeur des productions nationales réalisées aussi bien sur le territoire d'un pays qu'à l'étranger. Pour ce faire, il retranche du PIB les productions et services réalisés sur le territoire par les non-résidents (donnant lieu au versement de revenus hors du pays) et lui ajoute la valeur des produits et services effectués à l'étranger par des résidents (entreprises ou personnes qui ont donc reçu des paiements de

⁴ Mesuré par l'indice des prix à la consommation ou le déflateur du PIB.

⁵ Afin d'éviter que la même production entre plus d'une fois dans le calcul, ne font partie du PIB que les biens et services finaux (c'est-à-dire les biens et services de consommation et les biens d'équipement), les biens intermédiaires de production étant exclus. Par exemple, le blé avec lequel on fait le pain, est exclu, mais non le pain.

⁶ Voir François Fourquet, *Les comptes de la puissance : histoire de la comptabilité nationale et du Plan, Recherches*, 1980

⁷ Luis Miotti et Dominique Plihon, 2001, cité dans Georges Menahem, *Des indicateurs économiques, pourquoi faire ?* pages 2-9, *Lettre du CEPN*, n°3, mai 2008

revenus à l'étranger). En dehors de ces ajustements comptables correspondant à la balance des paiements, le PNB présente les mêmes défauts et qualités que le PIB.

1-2- Indicateurs de revenus et de richesse :

Pour évaluer la richesse, on utilise souvent le Revenu national brut (RNB) qui fournit une mesure des revenus monétaires acquis durant l'année par les ressortissants d'un pays. Cet agrégat comptable est, au niveau d'un pays, peu différent de la production nationale brute du fait que le PNB est égal à la somme des revenus bruts des secteurs institutionnels, à savoir de la rémunération des salariés, des impôts sur la production et des importations moins les subventions, de l'excédent brut d'exploitation (assimilé au revenu des entreprises) et du solde de revenu avec l'extérieur.

Mais, les données de patrimoine constituent de meilleures mesures de la richesse proprement dite. Il est difficile toutefois d'obtenir des évaluations comparables du patrimoine quand bien même on se limite seulement aux valeurs monétaires. Le problème devient encore plus ardu si on veut inclure des évaluations du patrimoine physique (immeubles, usines, outils de production, etc.), du patrimoine culturel (monuments, œuvres d'art présentes dans des musées, etc.), et plus encore du patrimoine social. Il serait nécessaire pour cela d'établir des conventions comptables et, si l'on veut effectuer des comparaisons internationales, de se mettre d'accord au niveau mondial sur leur utilisation. Or de telles opérations nécessitent des négociations et des accords internationaux très longs à réaliser.

1-3- Indicateurs financiers :

La montée de la mondialisation financière depuis les dérégulations impulsées par les administrations Reagan et Thatcher s'est traduite depuis les années 1980 dans un développement considérable des besoins d'information sur les évolutions des marchés monétaires, financiers et boursiers. Depuis cette époque, les chiffres de la croissance et du PNB voisinent de plus en plus avec le spectacle des évolutions de l'euro, du dollar et du yen d'un côté, du Dow Jones, du NASDAQ, du Nikkei ou du CAC 40 de l'autre.

En effet, les acteurs de la mondialisation que sont les cadres des entreprises financières ou non financières tournées vers l'exportation ont besoin de suivre quotidiennement ces variables de base de leurs arbitrages que sont les taux de change et les niveaux de valorisation

boursière. Ainsi, avec la multiplication des expositions des firmes et des nations aux risques de change et aux risques financiers se développent des besoins d'indicateurs en tout genre, de « risque client » ou de « risque pays émergent », associés à chaque type de transactions. La Caisse des dépôts et consignations a créé ainsi des indicateurs synthétiques de libéralisation financière et de crise bancaire informant sur les vulnérabilités associées aux opérations financières mondialisées dans les pays émergents⁸.

1-4- Les critiques :

Les critiques ont été historiquement nombreuses vis-à-vis des indicateurs économiques « classiques ». Marilyn Waring, première femme députée au Parlement néo-zélandais, a souligné que les tâches ménagères et le temps consacré par les parents à l'éducation des enfants, en particulier par les femmes et surtout les femmes dites « inactives », étaient occultés par les mesures de production par individu. En outre, des indicateurs comme le PIB mesurent mal l'économie informelle ou les services domestiques comme le faisait remarquer Alfred Sauvy.

Enfin, ils se concentrent sur la valeur ajoutée, et non sur la richesse possédée (stock de capital). Dès lors, une catastrophe naturelle qui détruit de la richesse va pourtant contribuer au PIB à travers l'activité de reconstruction qu'elle va générer. Cette contribution ne reflète pas la destruction de capital, ni le coût de la reconstruction. Cette contradiction était dénoncée dès 1850 par l'économiste français Frédéric Bastiat qui, dans *Sophisme de la vitre cassée*, écrivait que « la société perd la valeur des objets inutilement détruits », ce qu'il résumait par : « destruction n'est pas profit. »⁹

2- Les indicateurs de développement :

Depuis la fin des années 1980, de multiples mouvements ont mis en cause les capacités du PNB à représenter toutes les dimensions du niveau de vie. Ainsi, au début des années 1990, certaines institutions internationales du système de l'Organisation des Nations unies ont fait un travail de pionnier en proposant de nouveaux indicateurs de développement.

⁸ Luis Miotti et Dominique Plihon, 2001, cité dans Georges Menahem, *Des indicateurs économiques, pourquoi faire ?* pages 2-9, *Lettre du CEPN*, n°3, mai 2008.

⁹ Frédéric Bastiat : *Ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas*, chapitre 1 : la vitre cassée, 1850, Texte intégral sur Wikisource.

La collaboration d'économistes comme Amartya Sen, avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), a permis de proposer successivement toute une batterie de nouveaux indicateurs multidimensionnels du développement qui incluent, en plus du PNB, des critères sociaux. Le plus connu est l'Indice de développement humain (IDH). Depuis, de nombreuses autres initiatives se sont multipliées.

3- Le PIB, indicateur très superficiel :

Le PIB mesure la croissance économique d'un pays. Il est défini comme la somme des valeurs ou richesses créées par les secteurs institutionnels (les sociétés, les administrations publiques, les ménages, les institutions sans but lucratif) ou par les différentes branches d'activités, à l'intérieur d'un pays. Il représente la valeur totale de la production de biens et services.

C'est l'indicateur le plus représentatif de l'activité économique et il peut être considéré comme un indicateur coïncident lors de ces premières mesures (versions préliminaires) ou comme un indicateur retardé lors de sa mesure réelle (version définitive).

La formule du PIB est la suivante : $C + I + G + (X-M)$

C : représente la consommation de biens et services des ménages.

I : représente l'investissement privé qui comprend l'investissement résidentiel (achats de logements par les ménages), l'investissement non résidentiel (bureaux, outils de production...) et les variations des stocks.

G : représente les dépenses du gouvernement, ce sont les achats de biens et services incluant la consommation (rémunérations des agents + achats divers) et l'investissement (les achats à l'étranger...). Les intérêts de la dette payés par l'Etat ne sont pas pris en compte.

(X-M) représente la balance commerciale : (X étant les exportations et M les importations).

Le PIB est publié trimestriellement mais il y a 3 estimations de cet indicateur :

- Rapport avancé : publié le 1er mois du trimestre suivant
- Rapport préliminaire : publié le 2nd mois du trimestre suivant
- Rapport définitif : publié le 3ème mois du trimestre suivant.

4- L'utilité du PIB :

- Permet d'évaluer l'économie d'un pays dans son ensemble : Le PIB couvre tous les secteurs d'activités de l'économie et indique si le pays est en croissance ou en récession. Cela permet de déterminer le cycle économique.
- Permet de comparer les différents pays : Le PIB est l'indicateur économique le plus utilisé dans le monde, la quasi-totalité des pays calcul cette donnée. Cela permet donc de comparer l'activité globale des différents pays.
- Mesure poussée de l'inflation : Le calcul du PIB prend en compte le niveau de l'inflation, également calculé par l'indice des prix à la consommation IPC, mais de manière plus large puisqu'il prend en compte les biens d'investissement.

Le PIB (défini ici comme "la valeur monétaire des biens et services produits durant une certaine période dans un pays"), est un indicateur très superficiel car :

- **c'est un indicateur global**, qui ne tient pas compte de la répartition de la richesse créée (même en le divisant par la population on obtient qu'un indicateur de la répartition potentielle de la richesse produite, et non de la répartition réelle) → le PIB/population peut s'accroître avec la richesse d'une minorité de la population tandis qu'une majorité devient plus pauvre ;

- **c'est un indicateur à court terme**, qui ne tient pas compte de l'impact de la production sur la déplétion du capital naturel.

- **il repose sur l'hypothèse que le prix donne une mesure "exacte" de la qualité de la richesse produite globalement**, c'est-à-dire de la mesure dans laquelle elle répond aux besoins de l'ensemble de la population; or les sondages d'opinions montrent que les budgets militaires (qui représentent une part importante du PIB et qui sont financés par les impôts payés par la population) ont toujours été supérieurs au niveau souhaité par la population, qui préfère que l'on consacre plus de ressources au sport, à la culture ou aux transports en commun; d'autre part une partie importante du PIB résulte d'achats provoqués par le conditionnement imposé que constitue la publicité dans les lieux publics, et qui donc gonflent artificiellement le PIB.

5- Le PNB n'est pas un indicateur de développement :

Indice de la puissance économique d'une nation, le PNB mesure la richesse d'un pays. Mais il ne fournit qu'une mesure très approximative du bien-être des habitants qui y vivent. Il ne fournit en effet qu'une agrégation comptable des valeurs des différents biens et services marchands produits, quelles que soient les utilités de ces productions.

Par exemple, le PNB ne prend pas en compte les externalités négatives de la production (les dégâts causés à l'environnement, les prélèvements sur le patrimoine, etc.). Il ne mesure pas non plus l'impact de toutes les activités non monétarisées et réalisées hors du champ économique proprement dit (travaux domestiques, éducation des enfants, activités artistiques, etc. – ensemble théorisés par l'opéraïsme italien sous le nom de « travail social », et qui concerne souvent les femmes), lesquelles augmentent le bien-être général.

Dans le cas des États-Unis, par exemple, le PNB agglomère indistinctement la production de biens qui ne contribuent pas directement au bien-être des habitants (aides au développement, etc.), avec celles des biens ou services produits et consommés par les américains.

6- L'indice de développement humain :

L'indice de développement humain (IDH) est le premier des indices créés par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Utilisé depuis les années 1990, l'IDH combine trois facteurs permettant d'apprécier les « capacités » des résidents de ces pays (leurs *capabilities* selon l'économiste Amartya Sen) :

- l'espérance de vie à la naissance,
- l'accès à l'éducation, mesuré à partir de la durée moyenne de scolarisation des adultes (en années) et de la durée attendue de scolarisation des enfants en âge scolaire (en années).
- ainsi que le niveau de vie réel par habitant calculé à partir du logarithme du revenu national brut par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA).

L'IDH classe les pays en établissant la moyenne entre ces trois indices principaux « normalisés » (c'est-à-dire ramenés à une échelle de 0 à 1).

7- Autres indicateurs :

Le PNUD publie aussi trois autres indicateurs synthétiques :

- D'abord, à partir de 1995, l'**Indicateur Sexospécifique (ou sexué) de développement humain (ISDH)**¹⁰, qui permet de corriger l'IDH d'un facteur d'autant plus positif que les différences entre les situations des femmes et des hommes sont moins importantes du point de vue des trois critères pris en compte dans le développement humain.
- Puis, à partir de 1995 également, l'**Indicateur de Participation des Femmes (IPF)** à la vie économique et politique, lequel complète le précédent en faisant la moyenne d'un certain nombre de taux de participation des femmes à des postes politiques ou économiques valorisés.
- L'**Indicateur de pauvreté humaine (IPH)** est introduit à partir de 1997. Il est construit sous un autre principe que celui des *capabilities* de « **Amartya Sen** ». Il signale les manques, privations ou exclusions fondamentales d'une partie de la population en tenant compte de quatre facteurs : longévité, éducation, emploi et niveau de vie. Deux variantes de calculs sont distinguées :
 - - une *variante 1* (IPH-1) pour les pays économiquement en développement
 - une *variante 2* (IPH-2) pour les pays économiquement développés. Pour les pays développés, l'IPH-2 tient compte de quatre critères auxquels il accorde le même poids : la probabilité de mourir avant soixante ans, l'illettrisme, le pourcentage de personnes en deçà du seuil de pauvreté, soit 50 % du revenu médian, le pourcentage de chômeurs de longue durée.

8- Les autres indicateurs économiques synthétiques :

Au début des années 2000, dans la lignée du mouvement impulsé par le PNUD, de nombreuses institutions se sont mises à discuter des limites du PNB pour tenter de les dépasser. En novembre 2004 à Palerme, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a organisé un premier Forum mondial de l'OCDE sur ce thème. Fin

¹⁰ Voir par exemple le cas du rapport national sur le développement humain 2006 qui montre que le statut de la femme comorienne bénéficie d'un contexte favorable .

juin 2007, l'OCDE a organisé un second colloque à Istanbul portant sur « les statistiques, les connaissances et les politiques ». Il a débouché sur une déclaration énergique exhortant les bureaux statistiques du monde entier à « ne plus se limiter aux indices économiques classiques comme le produit intérieur brut (PIB) »¹¹.

Face aux mises en cause multiformes de la mondialisation, il s'agissait d'abord, comme le déclarait le secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría, de « mesurer en quoi le monde est devenu meilleur ». Afin de mettre en œuvre et généraliser cette déclaration signée par l'ONU et le PNUD, la Commission européenne a réuni les 19 et 20 novembre 2007 à Bruxelles un colloque international dénommé *Beyond the GDP (Au-delà du PIB)*, durant laquelle son président, José Manuel Durão Barroso, défendait la mise en place de nouveaux indices pour mesurer les problèmes contemporains.

Ces réunions institutionnelles ont rassemblé une large part des nombreux indicateurs alternatifs mis au point dans le monde entier afin d'évaluer le bien-être social et environnemental. Parmi ces indicateurs synthétiques alternatifs, certains concernent les problèmes sociaux contemporains, d'autres les inégalités et la pauvreté, la sécurité économique et sociale ou le patrimoine écologique.

9- L'indice de santé sociale :

L'Indice de santé sociale (ISS) a été mis au point aux États-Unis par deux chercheurs, Marc et Marque-Luisa Miringoff. L'ISS est un indice social synthétique visant à compléter le PIB pour évaluer le progrès économique et social. C'est une sorte de résumé des grands problèmes sociaux présents dans le débat public aux États-Unis dans les années 1990. Il se traduit dans seize indicateurs sociaux dont il fait une sorte de moyenne. Sont ainsi regroupés dans cet indice des critères de santé, d'éducation, de chômage, de pauvreté et d'inégalités, d'accidents et de risques divers.

L'ISS a acquis une grande réputation internationale en 1996, année de la parution d'un article majeur dans la revue économique *Challenge* montrant le décrochage des courbes de progression du PNB et de l'ISS aux États-Unis, le premier continuant à progresser alors que le second plongeait durablement après les années 1973-1975. Ce graphique montre ainsi en quoi

¹¹ L'OCDE et d'autres organisations internationales vont élaborer une nouvelle méthode de mesure du progrès des sociétés, OCDE

les années Reagan et Bush père ont porté un rude coup à la santé sociale des États-Unis, laquelle se trouvait en 1996 à un niveau nettement inférieur à celui de 1959, en dépit d'une très belle courbe de croissance économique.

10- Le BIP 40 ou Baromètre des Inégalités et de la pauvreté en France :

Le BIP 40 est un indicateur synthétique de l'évolution des inégalités en France dont le nom est une référence ironique à la fois au PIB (inversé) et au CAC 40. Cet indicateur a été mis au point et présenté à la presse en 2002 par réaction au fait que la santé économique et la santé boursière ont droit à des indices synthétiques fortement médiatisés, alors que ce n'est pas le cas pour ceux de la « santé sociale ». Cela même si l'Insee publie de nombreuses études et indicateurs sur le sujet¹². L'équipe de militants syndicalistes, d'économistes et de statisticiens français qui ont agrégé des indicateurs pour former le BIP 40 est associée à un réseau associatif militant pour la réduction des inégalités, le Réseau d'alerte sur les inégalités (RAI).

11- Les indicateurs de sécurité économique :

De façon récente, des chercheurs de grandes institutions internationales (comme Guy Standing au BIT à Genève) et de pays développés (tels Lars Osberg et Andrew Sharpe au Canada¹³ ou Georges Menahem en France) ont mis au point des indicateurs visant à cerner le degré de protection économique des personnes contre les principaux risques de perte ou de diminution forte de leurs revenus, par exemple en matière de chômage, de maladie, de retraite, etc.

12- L'indicateur de bien-être économique d'Osberg et Sharpe :

Osberg et Sharpe prennent ainsi en compte quatre composantes caractérisant le bien-être des populations dans la construction d'un Indicateur du bien-être économique (IBEE) :

- 1. Les flux effectifs de consommation par habitant**, qui incluent la consommation de biens et services marchands, les flux effectifs par habitant de biens et services non marchands et les changements dans la pratique des loisirs ;

¹² Voir les Documents de l'Insee ;

¹³ Dans les travaux de Lars Osberg et Andrew Sharpe sur leur *indicators of Well-Being*, voir discussion dans Travail et Emploi (2003) "Débat sur l'indice du bien-être économique," No. 93, janvier, pp. 75-97

2. **L'accumulation nette dans la société des stocks de ressources productives**, y compris l'accumulation nette de biens corporels et de parcs de logements, l'accumulation nette de capital humain et des investissements en Recherche & Développement (RD), les coûts environnementaux et la variation nette du niveau de l'endettement extérieur ;
3. **La répartition des revenus**, selon l'indice de Gini sur l'inégalité, ainsi que l'ampleur et l'impact de la pauvreté ;
4. **La sécurité économique contre le chômage, la maladie, la précarité des familles monoparentales et des personnes âgées.**

Grâce à leur indicateur ils sont en mesure de comparer les tendances d'évolution du bien-être économique dans six pays de l'OCDE : États-Unis, Royaume-Uni, Canada, Australie, Norvège et Suède¹⁴.

Des comparaisons sont ainsi données sur le site du laboratoire de ces deux chercheurs canadiens¹⁵. Une application de l'IBEE au cas de la France a été proposée par Florence Jany-Catrice et Stephan Kampelmann en juillet 2007¹⁶.

13- L'indicateur de sécurité de Standing à l'OIT :

Dans les travaux de Guy Standing effectués dans le cadre du Bureau international du travail (BIT), la vision est centrée sur le travail et vise à cerner la sécurité économique dans sept domaines. Dans un deuxième temps, un indice synthétique permet d'effectuer une moyenne de ces sept domaines¹⁷ : les revenus (y compris les prestations sociales), la participation à l'activité économique, la sécurité d'emploi, la sécurité du travail (contre les risques d'accidents ou de maladies professionnels), la sécurité des compétences et qualifications, la sécurité de carrière, et enfin celle de la représentation syndicale et d'expression des salariés.

¹⁴ Lars Osberg and Andrew Sharpe *An Index of Labour Market Well-being for OECD Countries* ou *New Estimates of the Index of Economic Well-being for selected OECD Countries* ;

¹⁵ Lars Osberg et Andrew Sharpe donnent des exemples de leurs indicateurs, les *indicators of Well-Being*, sur des données brutes secondaires présentées pour quatorze pays dans des tableaux disponibles sur le site internet www.csls.ca.

¹⁶ Jany-Catrice, F. & Kampelmann, S. (2007). *L'Indicateur de bien-être économique : une application à la France*, Revue française d'économie, Volume XXII, No 1.

¹⁷ Guy Standing, "Enquêtes sur la sécurité des personnes: vers un indicateur du travail décent 2002", *Revue internationale du travail*, 2002 – 4, Numéro spécial sur la sécurité socio-économique, page 487-492

Une série de grandes enquêtes ont ainsi été menées par les missions locales du BIT dans une vingtaine de pays. Les pays scandinaves sont à nouveau aux premières places pour cet indicateur.

14- L'indicateur de sécurité de Menahem :

En France, Georges Menahem a mis au point en 2005 un indicateur baptisé taux de sécurité économique (TSE). Selon ses dernières publications¹⁸, la sécurité économique peut être décomposée entre une partie « marchandisée » dépendante des relations salariales et de la vente des produits, et une partie "démarchandisée" relative aux prestations et aides auxquelles les individus ont droit indépendamment de leurs relations actuelles avec le marché (comme la retraite, les allocations familiales, de logement, de chômage ou le RMI).

Ses estimations sur une trentaine de pays montrent que le taux de sécurité démarchandisée est un bon indicateur de l'efficacité du système de protection sociale : il est maximum en Suède et dans les pays Nordiques, il est encore important dans les pays continentaux tels l'Autriche, l'Allemagne ou la France, mais il est faible au Royaume-Uni et dans les pays Européens du Sud comme l'Italie, la Grèce ou l'Espagne et très limité dans les pays d'Europe Centrale et Orientale tels la Lettonie ou la Lituanie.

Quant aux États-Unis, leur taux de sécurité démarchandisée est négatif, ce qui témoigne du mauvais état des protections sociales dans ce pays présenté comme un modèle de l'économie de marché. Ce taux n'est que faiblement positif dans deux autres exemples du modèle « libéral » selon le sociologue danois Gosta Esping-Andersen¹⁹ : en Australie et au Canada, à un niveau à peine plus élevé pour ce dernier car les programmes sociaux y sont plus étendus.

15- L'Empreinte écologique :

L'Empreinte écologique est un indicateur visant à mesurer les pressions économiques sur l'environnement. L'empreinte écologique d'une population est la surface de la planète, exprimée en hectares, dont cette population dépend compte tenu de ce qu'elle consomme. Les principales surfaces concernées sont dédiées à l'agriculture, à la sylviculture, à la pêche, aux

¹⁸ Voir son article dans la *Revue internationale de sécurité sociale* « The decommodified security ratio: A tool for assessing European social protection systems », in *International Social Security Review*, Volume 60, Issue 4, Page 69-103, October-December 2007 ;

¹⁹ Auteur du célèbre ouvrage *Les trois mondes de l'État-providence* dont la Version française est disponible aux Presses universitaires de France. (ISBN 2-13-050117-6)

terrains construits et aux forêts capables de recycler les émissions de CO₂. Il s'agit d'un indicateur synthétique, qui « convertit » en surfaces utiles de multiples pressions humaines sur l'environnement, mais pas toutes.

On peut calculer cette empreinte pour une population allant d'un seul individu à celle de la planète, et par grands « postes » de la consommation. Par exemple, la consommation alimentaire annuelle moyenne d'un Français exige 1,6 hectare dans le monde ; son empreinte totale (alimentation, logement, transports, autres biens et services) est de 5,3 hectares²⁰. Pour un Américain, on obtient 9,7 hectares : le record du monde.

Or l'empreinte par personne « supportable » par la planète aujourd'hui, compte tenu des rythmes naturels de régénération des ressources était de 2,9 hectares en 1970, et elle ne cesse de diminuer sous l'effet de la progression de la population, de la régression des terres arables, des forêts, des ressources des zones de pêche, etc. Elle est passée à 2 hectares en 1990 et elle n'est plus que de 1,8 hectare en 2001. Si tous les habitants de la planète avaient le mode de vie des Américains, il faudrait 5,3 planètes pour y faire face. Si tous avaient le niveau de vie moyen des Français, il en faudrait près de trois.

De nombreux rapports ont déjà été produits, dont ceux particulièrement documentés et fiables du *Global environmental conservation organization*²¹ (soit le *World Wide Fund for Nature* ou WWF). Mais leurs conséquences sont limitées compte tenu de la faible visibilité dans la sphère publique de ce problème, ses conséquences négatives sur la vie quotidienne ne touchant pas encore vraiment les acteurs économiques, politiques et médiatiques dominants et les nations les plus favorisées même si leur empreinte écologique est pourtant de loin la plus importante. De ce fait, elles peuvent croire encore dans les bénéfices d'une croissance matérielle soutenue et indéfinie, les indicateurs des limites de notre planète matériellement finie étant difficiles à percevoir.

16- Les limites :

L'empreinte écologique est un indicateur abstrait et synthétique qui ne traduit qu'une faible part des conséquences du dérèglement du climat et des dégradations des écosystèmes. La comparaison de l'empreinte de l'Afrique et de l'Europe montre certes que les pays les plus

²⁰ "L'empreinte écologique de la France", Thierry Thouvenot, L'Ecologiste n°8, octobre 2002, pp. 37-40 ;

²¹ Global environmental conservation organization ;

pauvres ont encore, pour quelque temps, une empreinte écologique par personne très supportable par la planète, ce qui permet aux pays favorisés d'utiliser bien plus que leur surface.

Ainsi, les dommages restent au faible niveau des premiers signes que nous observons actuellement. Selon le WWF, ce résultat traduit une dette écologique des pays riches par rapport aux pays pauvres : les premiers « empruntant » aux seconds²² d'énormes surfaces de ressources naturelles, terres arables, forêts, aux pays du Sud. Tout se passe comme s'ils y exportaient leur pollution, au moins celle qui ne connaît pas de frontière, à commencer par celle des gaz à effet de serre.

Mais l'empreinte écologique est limitée car elle ne permet d'illustrer que très indirectement l'importance des conséquences du réchauffement climatique :

- L'accélération du réchauffement climatique dans la période récente directement liée aux émissions d'origine humaine de gaz à effet de serre.
- La dimension des catastrophes humaines mondiales prévisibles au-delà d'un réchauffement de deux degrés : sécheresses, inondations et tempêtes, élévation du niveau des mers, etc.

L'importance et la diversité de ces catastrophes à venir suggère qu'il faudrait compléter l'empreinte écologique par une batterie d'indicateurs d'inégalités économiques et sociales afin d'évaluer en quoi certaines populations plus pauvres sont davantage touchées par ce que les populations riches nomment les « aléas » climatiques²³. La moitié de la population mondiale vit ainsi dans des zones côtières qui risquent d'être submergées si le niveau des mers s'élevait d'un mètre, évolution possible pour le siècle à venir selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) si les tendances actuelles persistent²¹.

17- Les différents indicateurs économiques utilisés dans le monde²⁴:

Parmi les différents indicateurs macroéconomiques les plus importants, il faut souligner les suivants :

²² Sans intérêts, tant qu'il n'y a pas de fortes taxes ;

²³ On estime en effet que 90 % des personnes concernées par les désastres « naturels » liés au réchauffement habitent dans des pays ou régions pauvres. Selon le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), le coût du réchauffement climatique double ainsi tous les dix ans.

²⁴ <http://www.trader-cfd.com/indicateurs-economiques.html>

- **Produit Intérieur Brut ou PIB** (en anglais GDP) – mesure de manière concise la valeur des biens et des services produits dans un pays déterminé. Toutes les activités économiques, indépendamment de la nationalité du propriétaire d'un facteur productif donné sont prises en compte au moment de calculer cet indice. Le niveau du PIB peut aussi se mesurer en prix courants, montrant ainsi la valeur de production du marché actuel, et en prix constants, ce qui permet d'évaluer la dynamique de la croissance économique d'un pays concret. Les marchés financiers analysent en détail les changements du niveau du produit intérieur brut durant un an, lors de la publication trimestrielle des résultats. La dynamique du développement de l'économie d'un pays peut déboucher sur le renfort de sa monnaie sur le marché international.
- **Indice des Prix à la Consommation ou IPC** (Consumer Price Index CPI) – indique le prix moyen des biens de consommation, corrigé en fonction du facteur saisonnier. Les marchés financiers ont tendance à abandonner les devises des pays qui ont une inflation croissante. La hausse de l'indicateur mène à la hausse des taux d'intérêts, ce qui implique une chute des prix sur le marché de la dette dans une devise donnée. La liquidation des obligations de la part des investisseurs étrangers de peur d'une hausse du taux d'intérêt, peut mener à une hausse de l'offre sur cette devise et à son affaiblissement par rapport à d'autres monnaies.

Mesure du niveau d'inflation : C'est l'indicateur le plus utilisé par les investisseurs pour identifier les pressions inflationnistes au sein d'un pays.

- Impact la **politique monétaire** : L'indice est très surveillé par les banques centrales. Le niveau d'inflation est un facteur important dans l'évolution des taux directeurs. Afin d'exclure tout mouvement parasite de l'indicateur, les banques centrales utilisent uniquement l'indice des prix à la consommation hors énergie et alimentation.

- Donne des indications sur le **pouvoir d'achat** : L'indice prend en compte dans son calcul les produits importés et l'évolution de la devise sur le Forex est donc prise en compte.

- **Indices des Prix à la Production ou IPP** (Production Price Index PPI) – indique la dynamique de changements des prix des biens offerts par les fabricants et les

agriculteurs. Les marchés financiers concentrent leur attention sur les variations en pourcentages des prix des biens finis publiées mensuellement (appelées aussi inflation sous-jacente – core rate PPI). Une hausse importante de l'indicateur et des attentes prolongées de l'inflation peuvent être perçues de manière négative par les investisseurs, causant un affaiblissement de la monnaie nationale.

- **Production Industrielle** (Industrial Production) – détermine le temps de croissance total du niveau physique de la production économique. Une dynamique de production importante démontre une bonne condition économique et peut mener à un renforcement de la devise sur le marché. Une faible dynamique est par conséquent un symptôme négatif de la situation économique, causant la fuite des investisseurs par rapport à une devise donnée.
- **Balance Commerciale** (Trade Balance) – c'est l'ensemble de la valeur des biens et des services exportés – menés en dehors des frontières d'un pays donné – et des importations – reçues de l'étranger. Le solde de la balance commerciale est le résultat de la différence entre la valeur des exportations et des importations d'un pays donné. Un résultat positif signifie que les exportations sont supérieures aux importations. La forte concurrence économique peut accroître l'intérêt des investisseurs par rapport à une monnaie déterminée.
- **Indice de l'Institut de Gestion de la Demande** (ISM) – l'indicateur prend en compte cinq facteurs : Les nouvelles commandes, la production, la livraison, le stock et les contrats. Une valeur supérieure à 50% montre l'évolution de la production et l'économie entière. Un niveau de 45% - 50% démontre une stagnation dans le domaine de la production industrielle, en préservant le dynamisme économique. Si la valeur de l'indicateur tombe en dessous de 40%, cela indique une stagnation dans l'industrie tout comme dans l'économie. Les marchés financiers prêtent une grande importance à l'indicateur ISM étant donné sa grande influence sur la politique monétaire de la Réserve Fédérale.
- **Compte Courant** (Current Account) – comprend tous les flux de capitaux depuis et vers un pays donné. Un solde positif du compte courant signifie que les capitaux se

dirigent vers un pays donné. Cette situation peut avoir pour résultat une hausse de la demande de la monnaie nationale.

- **Indice de Chômage** (Unemployment Rate) – le taux du chômage est un des indicateurs les plus importants par rapport à la condition d'une économie donnée. Le taux de chômage publié comprend le chômage naturel (volontaire) tout comme le chômage réel (qui dérive d'un manque de correspondance entre une main d'œuvre qualifiée et les besoins du marché, un manque de demande ainsi qu'un chômage fictif). Le taux de chômage mesure le pourcentage de personnes faisant partie de la population active qui n'a pas d'emploi et qui en recherche un. Cette statistique, très importante, permet de situer l'économie d'un pays par rapport à son niveau d'emploi. La hausse continue du taux de chômage est un indice de la dégradation de la situation économique du pays, ainsi qu'un mauvais accueil sur les marchés financiers, ce qui se traduit en un signal de retrait d'une devise donnée.
- **University of Michigan Consumer Sentiment Index** – cet indice de publication mensuelle est un indicateur important qui montre le sentiment qui prévaut parmi les consommateurs et les perspectives de développement de l'économie aux Etats-Unis. Sa valeur est influencée par l'évaluation de la situation actuelle de la part des personnes interrogées et par l'attente en rapport avec les conditions futures de l'économie. Le sondage est réalisé par téléphone auprès de 700 ménages. L'importance de l'indice Michigan vient du fait que les dépenses des consommateurs sont le facteur le plus important pour calculer le volume du produit intérieur brut. Les données sur la valeur de l'indice qui dépasse les attentes du marché pourraient conduire à l'appréciation du dollar, alors qu'une lecture plus faible que prévu peut conduire à un affaiblissement de la monnaie américaine.
- **IFO Business Sentiment** – cet indice, réalisé par l'institut d'économie de Munich montre le sentiment existant parmi les industriels allemands. Environ 7.000 unités économiques participent mensuellement à cette étude. Les analystes des marchés financiers prêtent une grande importance aux lectures de cet indice. Ils le considèrent comme le baromètre de la condition économique et représentatif de la zone euro. Une croissance de l'indice IFO indique une meilleure conjoncture et une possible appréciation de la monnaie européenne.

- **Durable Goods Orders** – cet indicateur mesure, en dollars américains, la valeur des ordres des biens durables (amortisation de plus de trois ans). Le volume des ordres est un des indicateurs les plus importants pour déterminer l'état dans lequel l'industrie se trouve. Les valeurs des lectures de cet indicateur sont caractérisées par une importante capacité de changements qui se vérifie souvent, malgré le fait que sa publication peut avoir une influence importante sur les marchés financiers, menant à des renversements de prix importants si les résultats diffèrent des résultats attendus.
- **New Home Sales** – l'indicateur exprime la quantité de nouvelles maisons vendues et mises en vente. Les changements du niveau de la dynamique reflètent la conjoncture du marché immobilier américain. Une forte dynamique est caractéristique d'une époque de prospérité économique, alors que sa chute implique une saturation de la demande et la possible arrivée d'une stagnation économique.
- **Housing Starts and Building Permits** – cet indicateur, de publication mensuelle, exprime la croissance relative des nouveaux investissements dans le domaine de la construction, ainsi que celle des permis de construction sur le marché immobilier des Etats-Unis. Son niveau dépend, entre autres, du niveau du taux d'intérêt des prêts immobiliers. Une bonne conjoncture sur le marché immobilier reflète le développement économique du pays.
- **Indicateur de Confiance du Consommateur** (Conference Board Consumer Confidence) – cet indicateur a une signification semblable à celle de l'indicateur Michigan, bien que dans le cas de celui-ci, un nombre plus important de personnes est interrogé. Le sentiment existant parmi les consommateurs montre l'état de la conjoncture économique ; l'optimisme règne durant les époques de croissance, tandis que la récession est accompagnée de pessimisme qui s'exprime par un niveau plus faible de l'indicateur. Une disposition positive parmi les consommateurs américains implique une demande croissante, des revenus plus importants dans le domaine des affaires et la possibilité de renforcer le dollar. La chute de l'indicateur trouve son reflet dans l'affaiblissement de la monnaie américaine.

- **Nonfarm Payrolls** – de même que l'indicateur du taux de chômage, celui-ci montre la condition économique du pays. L'augmentation stable du recrutement montre une amélioration du climat économique, une hausse des revenus des économies domestiques et, sur le long terme, de la valeur des entreprises. Des valeurs importantes de cet indicateur indiquent un signal positif et peuvent déboucher sur l'appréciation de la monnaie d'un pays donné.

Chapitre 4 :

Analyse des indicateurs économiques

Chapitre 4 : Analyse des indicateurs économiques

Un indicateur économique est un type de données économiques, de nature statistique. Grâce à ces données, nous pouvons réaliser une analyse de la situation économique, à la fois passée, présente et future, d'un territoire. L'indicateur économique est un type de données économiques, au moyen desquelles nous pouvons extraire une analyse et, conformément à d'autres, analyser l'évolution économique. Grâce aux indicateurs économiques, un analyste peut suivre l'évolution de l'économie et du cycle économique, ainsi que faire des prédictions sur les mouvements possibles que l'économie s'attend à connaître. Son caractère statistique permet sa gestion tout au long de la série historique.²⁵

Comme toute donnée statistique, un indicateur économique nous renseigne sur un certain aspect ou phénomène. Maintenant, quel genre d'informations cela nous offre-t-il ? Eh bien, cela dépend de l'indicateur économique.

Supposons, pour le dire plus simplement, un exemple d'indicateur physiologique. Comment puis-je savoir si une personne est grande, petite ou moyenne ? Pour cela, nous utiliserons la hauteur. Nous pouvons l'exprimer en centimètres (unité de mesure) et cela nous aide à connaître une dimension physique d'une personne. Nous savons donc que si une personne mesure 190 centimètres, elle est considérée comme grande. Mais pourquoi faisons-nous cette affirmation ? Parce que nous nous sommes habitués à manipuler ces grandeurs. Bien sûr, quelqu'un pourrait dire qu'une personne de 190 centimètres serait considérée comme petite par rapport aux joueurs de la NBA.

Selon l'indicateur, ils peuvent être classés en différents types. Grâce aux indicateurs, nous pouvons effectuer une analyse continue sur l'évolution de l'économie à travers la planète.

En fonction de ce que mesure l'indicateur, nous pouvons faire différentes classifications qui permettent de sélectionner les indicateurs les plus adaptés à l'analyse que nous voulons effectuer. En ce sens, on peut classer les indicateurs selon leur pertinence, en fonction du temps de réaction, de la tendance, ainsi que de l'environnement économique.

Ainsi, en fonction du temps, on peut classer les indicateurs comme suit :

²⁵ www.wikipédia.fr

- **Indicateur économique retardé ou retardé:** La valeur subit des modifications une fois, cet indicateur s'est déjà matérialisé et a subi des changements dans l'économie.
- **Cycle ou indicateur économique coïncident:** C'est cet indicateur qui subit des changements de valeur, en même temps que l'économie.
- **Indicateur économique avancé:** Cet indicateur qui subit des modifications avant que celles-ci ne se matérialisent dans l'économie. Ce type d'indicateur permet d'anticiper le cycle réel et d'appliquer des politiques.

En revanche, selon la tendance, on peut les classer comme suit :

- **Indicateur acyclique:** Il n'y a pas de corrélation entre son évolution et l'évolution de l'économie.
- **Indicateur contracyclique:** Ils vont dans une direction opposée à la tendance économique générale. Si l'économie ralentit, l'indicateur contracyclique sera orienté à la hausse. Il maintient ce que nous appellerions une "corrélacion inverse".
- **Indicateur procyclique:** Son comportement est en ligne avec le cycle économique. Il existe une étroite corrélation entre l'évolution économique et l'indicateur.

Selon le domaine économique, on peut classer les indicateurs comme suit :

- **Indicateurs du marché du travail:** Comme c'est le cas du taux de chômage, de la population active, du taux d'activité, entre autres.
- **Indicateurs de la situation économique et de la croissance économique:** Produit Intérieur Brut (PIB).
- **Indicateurs de prix et pouvoir d'achat:** L'indice des prix à la consommation (IPC), l'inflation, entre autres indicateurs.
- **Indicateurs d'état financier et de compte:** ROE, ROI, IRR, NPV, entre autres indicateurs.
- **Indicateur des opérations commerciales à l'étranger:** La balance commerciale, la balance des paiements, entre autres indicateurs.

Parmi les indicateurs économiques les plus importants, il convient de souligner les suivants :

- Produit intérieur brut ou PIB.
- Taux de chômage ou taux de chômage.
- Type d'intérêt.

- M2.
- Prime de risque.
- Inflation.
- Indice des prix à la consommation (IPC).
- Taux de change.
- Balance des payments.
- Niveau d'endettement et de déficit.
- Confiance de l'entrepreneur et du consommateur.

En effet, un indicateur économique est un signe, un indice ou une mesure sur un événement qui peut avoir des conséquences sur les consommateurs, les entreprises et les gouvernements.

Ces informations sont fournies par différentes sources : les statistiques des gouvernements, les rapports des banques, les rapports financiers des entreprises. Il est important d'être capable de lire ces informations, de les comprendre et de les interpréter, de saisir leur logique et d'en mesurer les conséquences, et de savoir dans quelle phase économique on se situe. Plus le chef d'entreprise voit les signes d'avance, plus il est en mesure de se préparer.

Les gestionnaires prévoyants voient venir les ralentissements et les récessions économiques et planifient déjà la reprise. Dans notre contexte économique, il y a trois principaux intervenants : le consommateur, le chef d'entreprise et le gouvernement. Pour chaque intervenant, il existe des indicateurs économiques spécifiques.

- **Pour le consommateur :**

Pour le consommateur, les indicateurs économiques qui ont une incidence sur son comportement sont illustrés dans le modèle suivant :

Le modèle s'explique ainsi : chaque boîte identifie un indicateur économique; chaque flèche représente une interaction entre deux indicateurs économiques. Les boîtes jaunes concernent directement les consommateurs, les boîtes vertes les chefs d'entreprises et les boîtes oranges le gouvernement.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Pour le consommateur

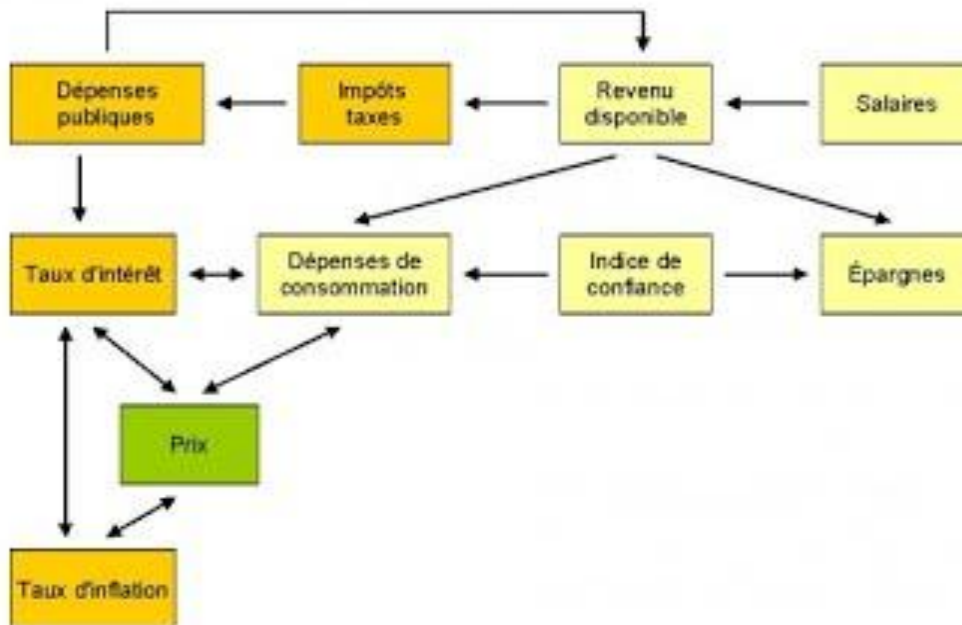


Schéma N°1 : Les principaux indicateurs économiques pour le consommateur

Par exemple, une diminution des impôts et des taxes occasionnera une augmentation du revenu disponible du consommateur et par conséquent une augmentation de ses dépenses de consommation ou de ses épargnes. Une augmentation de son salaire ou une diminution des prix ou une diminution du taux d'inflation produira le même effet. Par contre, une augmentation de prix produira une augmentation du taux d'inflation et une diminution des dépenses de consommation.

- **Pour le chef d'entreprise :**

Pour le chef d'entreprise, on retrouve d'autres indicateurs économiques qui concernent plus spécifiquement l'entreprise.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Pour le chef d'entreprise

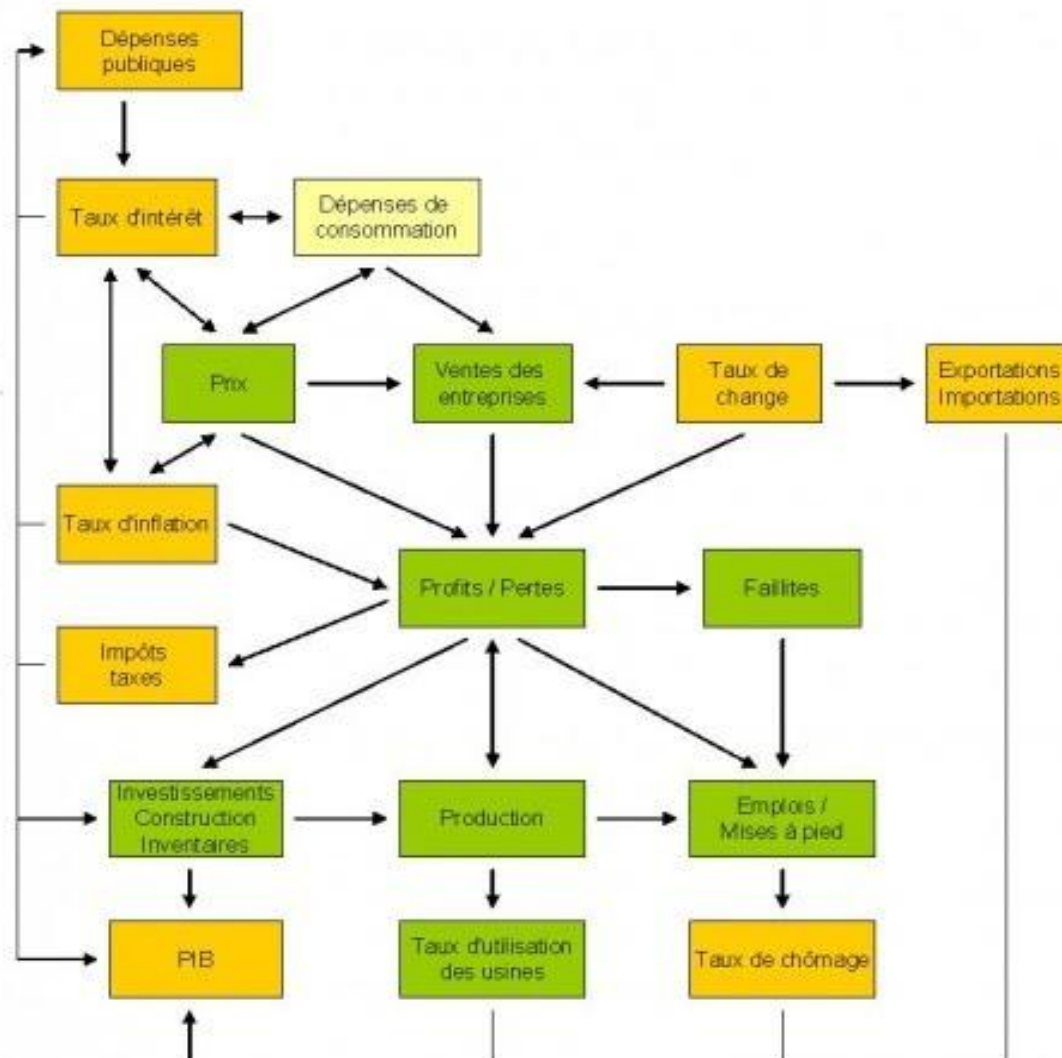


Schéma N°2 : Les principaux indicateurs économiques pour le chef d'entreprise

Par exemple, une diminution des dépenses de consommation, et par le fait même une diminution des ventes au détail, aura pour effet de diminuer les profits de l'entreprise qui amènera une diminution de la production, une diminution des investissements et des mises à pied du personnel. Cette diminution continue des ventes pourra produire une faillite (si elle est trop forte et dure trop longtemps) et d'autres mises à pied du personnel.

Ces mises à pied font disparaître des salaires et contribuent à augmenter le taux de chômage. Inversement, les augmentations des ventes contribuent à augmenter les profits, les investissements, les embauches et les salaires des employés et par le fait à diminuer le taux de chômage. Les prix comprennent les prix du pétrole, des métaux, des matières premières, des produits des entreprises, des maisons et des devises monétaires.

- **Pour le gouvernement :**

Pour le gouvernement, son rôle consiste à essayer de conserver un équilibre des forces en gardant un niveau raisonnable d'impôt et de taxes, un taux minimum d'inflation, des taux d'intérêts modérés, un taux de change acceptable, un taux de chômage pas trop élevé et à maintenir la croissance du PIB.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES *Pour le gouvernement*

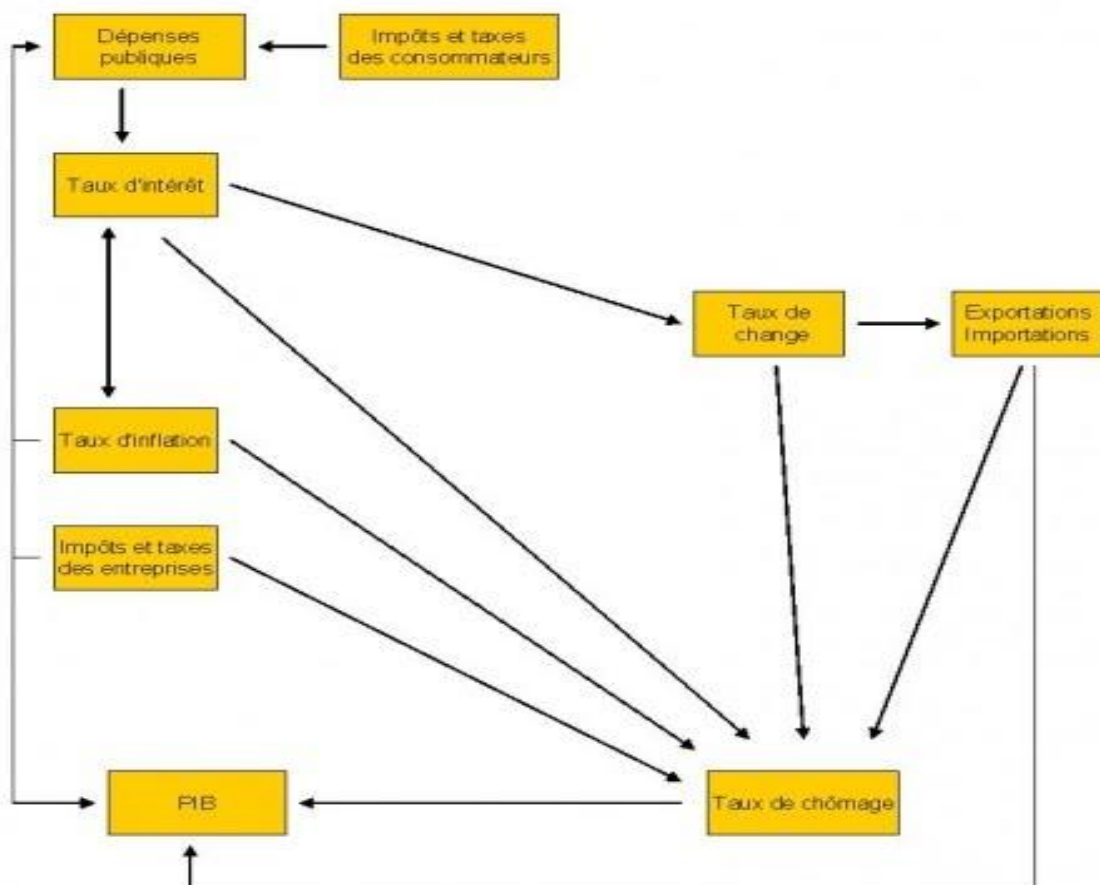


Schéma N°3 : Les principaux indicateurs économiques pour le gouvernement

Mais, dans la pratique, cet équilibre est difficile à maintenir à cause surtout de l'augmentation constante des dépenses gouvernementales qui exercent des pressions à la hausse sur le niveau des impôts, des taxes et des taux d'intérêt. Ces pressions à la hausse contribuent à diminuer les dépenses de consommation et les profits des entreprises. Et évidemment, ces diminutions augmentent le taux de chômage.

❖ **Modèle systémique :**

Si on intègre tous ces indicateurs économiques dans un modèle, on obtient le modèle systémique des indicateurs économiques où l'on voit que tous les indicateurs sont inter-reliés et s'influencent mutuellement formant un système continuellement en mouvement.

Quels sont les indicateurs les plus importants ? Ça dépend sous quel angle on examine le modèle. Si on l'examine à partir des effets ou des causes. Certains indicateurs sont les résultats de d'autres indicateurs alors que certains indicateurs sont les causes de d'autres indicateurs.

MODÈLE SYSTÉMIQUE DES INDICATEURS ÉCONOMIQUES

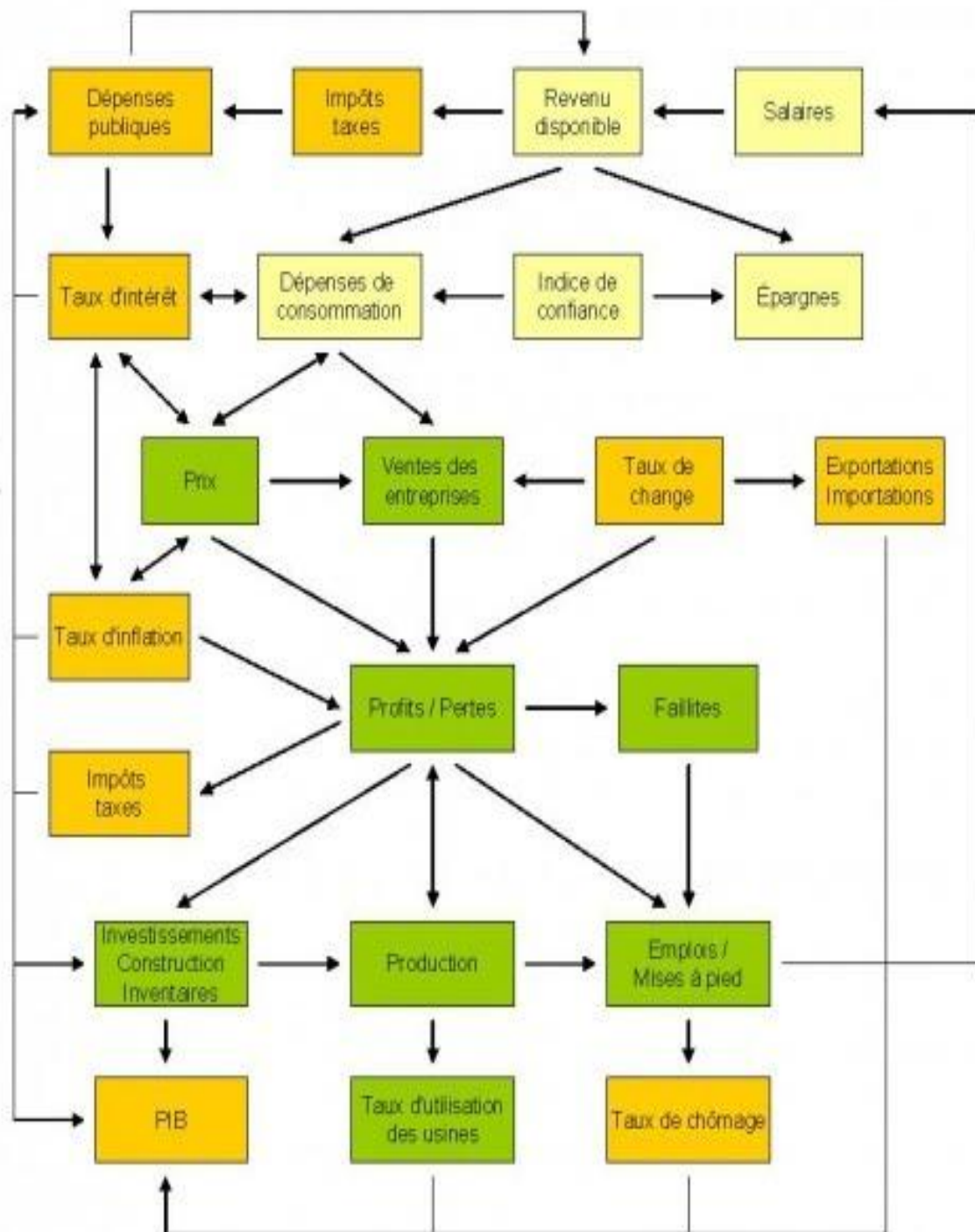


Schéma N°4 : Modèle systémique des indicateurs économiques

Par exemple, le PIB est la résultante ultime de l'ensemble des indicateurs économiques dont, entre autres, les dépenses de consommation, les taux d'intérêt, le taux d'inflation, le taux de change. D'un autre côté, les dépenses de consommation est un indice qui a une influence sur beaucoup d'indicateurs tels que : les ventes des entreprises, les profits ou les pertes, les investissements, les emplois ou les mises à pied, le taux de chômage.

❖ **Cycle économique :**

Il y a quatre phases dans un cycle économique : le sommet, le ralentissement, le creux et l'expansion. À chacune des phases, les indicateurs économiques se comportent différemment.

❖ **Le sommet :**

On est à un sommet lorsque les indicateurs suivants sont élevés :

- les prix
- le taux d'inflation
- les taux d'intérêt
-

❖ **Le ralentissement :**

On est en période ralentissement lorsque les indicateurs suivants diminuent :

- le PIB (Produit Intérieur Brut)
- les dépenses de consommation
- les ventes au détail
- les profits des entreprises
- les inventaires
- les investissements des entreprises
- la construction résidentielle
- la production industrielle
- le taux d'utilisation de la capacité industrielle et lorsque les indicateurs suivants augmentent :
 - ✓ les mises à pied
 - ✓ le nombre de faillites

✓ le taux de chômage

✓

❖ **Le creux :**

On est dans un creux, une récession ou une crise économique, lorsque les indices suivants sont élevés :

- **le nombre de faillites**
- **le taux de chômage**

et lorsque les indicateurs suivants diminuent ou sont à leur niveau le plus bas :

- **le taux d'inflation**
- **les taux d'intérêt**
- **le taux de change**

La diminution de ces trois derniers indicateurs contribuera, d'ailleurs, à relancer l'économie.

❖ **L'expansion :**

On est en période d'expansion, de reprise, lorsque les indicateurs suivants augmentent :

- le PIB (Produit Intérieur Brut)
- les dépenses de consommation
- les ventes au détail
- les profits des entreprises
- les inventaires
- les investissements des entreprises
- la construction résidentielle
- la production industrielle
- le taux d'utilisation de la capacité industrielle
- les embauches de main d'œuvre
- les investissements gouvernementaux et lorsque le taux de chômage diminue.

II- L'indice de prix :

L'indice des prix à la consommation c'est la production statistique la plus importante réalisée par l'Office National des Statistiques, il a pour objet de mettre en évidence les variations, au cours du temps, des prix payés par les consommateurs pour un ensemble des biens et services achetés dans les magasins, au marché ou à tout autre point de vente.

L'indice des prix est une moyenne pondérée par le poids des dépenses par produits selon la structure des dépenses de consommation: si la structure est celle de la période de base, l'indice est dit de LASPEYRES. Par contre, si elle correspond à l'année courante l'indice est dit de PAASCHE.

- Il mesure l'évolution du niveau moyen des prix des biens et services consommés par les ménages, pondérés par leur part dans la consommation moyenne des ménages, l'indice permet de mesurer l'inflation ou la déflation sur une période déterminée et donc l'évolution de la valeur de la monnaie.
- Il convient de préciser que cet indicateur n'a pas pour objet de mesurer la variation du « coût de la vie » et encore moins la variation du budget de consommation mais évalue la variation moyenne des prix.

En fait, l'indice des prix à la consommation doit obéir à un certain nombre de critères, notamment :

- ❖ L'indice des prix ne traduit pas les niveaux de prix pour une période déterminée, mais la variation de ce niveau entre deux périodes (une période de base et une période courante). Par exemple un produit peut être considéré comme cher (niveau) mais son prix restant stable pendant une longue période, il connaîtra une faible hausse de prix.
- ❖ L'indice des prix n'est pas un indice de dépense et ne traduit que les seules variations de prix sans prise en compte d'éventuelles modifications de structure pouvant intervenir (volume, poids de la dépense ...).

1- Elaboration de l'indice des prix a la consommation :

➤ Aspects d'échantillonnage :

Pour la confection d'un indice, il est bien évident qu'il est impossible d'observer partout et à tous les moments les prix de tous les produits. Ce n'est pas seulement le coût de l'opération qui est en cause mais la possibilité même de sa réalisation, ce qui a conduit l'Office National des Statistiques (O.N.S.) à constituer des échantillons qui sont définis par :

✓ Echantillon de biens et services :

Pour définir l'échantillon de biens et services, on a procédé de la manière suivante : chaque sous-groupe de la nomenclature de l'enquête des dépenses des ménages (2000-2001) est décomposé en un certain nombre de postes de dépenses homogènes, tels que tout produit appartenant au sous-groupe puisse être classé d'une façon univoque dans un poste du sous-groupe.

A l'intérieur de chaque sous groupe on choisit les articles sur la base des critères suivants:

- Les articles correspondent à des produits courants susceptibles d'être achetés par un grand nombre de ménages.
- Les articles doivent être de qualité continue et de spécification assez simple, permettant une identification rapide et des mesures précises de niveau de prix.
- Les évolutions de prix de ces articles doivent pouvoir être considérées comme représentatives de celles des consommations dont ils portent la pondération.

Pour assurer cette représentativité, chaque article est représenté par une ou plusieurs variétés. Pour le choix de la variété, c'est également la dépense annuelle, la fréquence de la dépense et l'utilité du produit qui, sont pris en compte.

2- Echantillon de points de vente :

Il existe deux catégories de produits, ceux dont les prix constituent des tarifs collectés auprès des organismes et entreprises et ceux relevés sur la base d'observation dans les points de vente. Pour la 1ère catégorie, il s'agit par exemple des tarifs de l'électricité, du gaz, des transports etc.

En ce qui concerne la 2ème catégorie, L'ONS dispose d'un échantillon de points de vente. Les points de vente retenus sont des commerces réguliers et des marchés de fruits et légumes. Ces points de vente ont été géographiquement répartis de façon à assurer la représentativité la plus correcte possible c'est à dire une couverture satisfaisante des zones d'approvisionnement des ménages.

Les points de vente ont été choisis directement sur le terrain en considération de leur bon achalandage (en clients et en produits), selon le type de questionnaires (les catégories de biens et services) et selon leur dispersion.

3- Choix des dates d'observation :

1. Rappelons que l'indice mensuel des prix est un indice représentatif de l'évolution des prix. Ces derniers sont observés dans les points de vente et relevés à cadence régulière au cours du temps selon un programme d'enquête, préalablement fixé.
2. Le programme d'enquête vise une observation régulière et fiable des variations des prix au cours du mois. Il a été élaboré en tenant compte de toutes ces spécificités et des changements structurels qui peuvent intervenir.

Les prix sont relevés directement par les enquêteurs auprès des points de vente, aucun autre circuit administratif n'est pris en compte dans l'observation des prix.

Les fréquences d'observation varient selon la nature du produit et des fréquences de variation des prix. Aussi les produits dont les prix varient souvent sont observés selon des fréquences

plus rapprochées (ex les fruits et légumes), alors que d'autres produits (ex. Habillement, loyer. etc.) connaissent des fluctuations de prix plus espacées.

-Trente-quatre (34) types de questionnaires sont utilisés pour les relevés de ces prix, les prix relevés sont soit ceux affichés par les commerçants, soit déclarés par ces derniers.

4- Observation des prix:

- L'observation porte sur les prix à la consommation, terme préférable à celui de prix de détail, car dans beaucoup de cas, la vente se fait du producteur au consommateur (pain, coiffure, transport...), ce qui justifie l'utilisation de prix à la consommation, les prix de détail faisant référence à un stade de commercialisation par comparaison avec les prix de gros.

- En fait, il s'agit des achats pour la consommation des ménages c'est-à-dire des achats de biens et services que font les particuliers pour leur usage en tant que consommateurs.

- Le prix retenu est celui payé par le consommateur pour acquérir un bien ou service, quelles que soient les taxes ou autres qui peuvent être contenues dans ce prix. Il s'agit des prix d'offre qu'ils soient indiqués sur le lieu de vente ou non. Dans ce dernier cas, l'enquêteur est tenu de demander le prix sur le lieu d'achat.

- A partir des prix relevés, la première étape et la plus importante de la chaîne de calcul de l'indice, consiste à sélectionner la série des prix pour chaque variété. -L'objectif étant de rejeter les prix jugés erronés ou non conformes à la variété de départ. Une fois cette phase terminée un prix moyen est calculé pour chaque variété.

- Le prix moyen calculé pour l'enquête précédente sert également de repère dans la détermination du prix moyen définitif. Un principe de base devra être respecté pour permettre la comparabilité de prix. Pour une variété donnée, le nombre de prix relevés servant au calcul du prix moyen doit être constant d'une enquête à l'autre, plus précisément égal au nombre de points de vente. Pour respecter ce principe et chaque fois que cela est nécessaire, les prix manquants sont estimés ou reportés selon le cas à traité.

5- Traitement particulier des produits frais :

- En raison du caractère saisonnier, de leur disponibilité et de leur commercialisation, les produits frais, à savoir les légumes, les fruits et la pomme de terre obéissent à un traitement particulier.

- Ces produits présentent un caractère saisonnier marqué, non seulement de leurs prix, mais aussi des quantités offertes sur le marché pendant plusieurs mois de l'année. A ces fluctuations saisonnières, s'ajoutent des aléas dus à des facteurs climatiques (sécheresse - gel) et économique (surproduction.) Ainsi pour une année donnée, les mois (périodes de calcul de l'indice) ne peuvent tous avoir la même composition (ou le même panier) de produits frais, c'est pourquoi des paniers mensuels ont été arrêtés.

- Le fait de procéder à la détermination des paniers mensuels revient à ne retenir dans le calcul des indices mensuels que les prix des variétés pendant leur pleine saison. Ce traitement est appliqué à 58 variétés regroupées dans : l'article légumes frais (du sous-groupe légumes), l'article fruits frais (du sous-groupe fruits) et le sous-groupe pomme de terre. Tous ces produits font partie du groupe alimentation - boissons non alcoolisées.

3. Ainsi à partir d'un panier mensuel de pleine saison; il est calculé un indice. Cet indice compare les coûts du même panier (mensuel) du mois courant et du mois de même nom de l'année de base. Les prix de base des variétés du panier ainsi que les pondérations sont mensuels. Cependant le poids de chaque article (ainsi que le (sous-groupe) est fixé durant l'année de base. Les paniers de l'année de base sont établis à partir des fréquences d'observation mensuelle des consommations obtenues au cours de l'enquête sur les dépenses des ménages de l'année qui a servi de base pour le calcul de l'indice.

4. Le choix des 12 paniers mensuels et la structure de leur pondération s'est effectué en tenant compte de plusieurs critères, notamment les mois d'existence de la variété et l'importance de la dépense mensuelle de la variété.

2- Calcul de l'indice :

1. L'indice est calculé suivant la formule de LASPEYRES (moyenne arithmétique pondérée d'indices élémentaires).

$$I_{m/01} = \sum_i (w_i / \sum_i w_i) (P_{m i} / P_{01 i})$$

w_i = poids de la variété i ,

$P_{m i}$ = prix courant moyen, au mois m , de la variété i ,

$P_{01 i}$ = prix de base (moyen en 2001) de la variété i .

- Ainsi pour chaque variété un indice élémentaire est calculé (pondération à partir des dépenses de consommation).

- A partir de l'indice élémentaire des variétés, les indices agrégés de l'article et du sous-groupe sont établis.

- Il y a lieu de relever que les produits consommés par les ménages ont été classés en 8 groupes conformément à la classification conseillée par les Nations -Unies dans le système de comptabilité nationale de 1970.

- Ces groupes sont subdivisés en 63 sous-groupes.

- Le suivi de l'évolution de tous les prix n'étant pas techniquement possible dû au changement des consommations des ménages et la difficulté du calcul de l'indice est dans l'innovation qui se traduit par l'apparition de nouveaux produits ou services ou par l'évolution d'un produit existant.

Chapitre 5 :

Comparaison des indicateurs économiques entre le Maroc et l'Algérie

Chapitre 5 : Comparaison des indicateurs économiques entre le Maroc et l'Algérie

1- Les indicateurs économiques du Maroc : Croissance²⁶

❖ Indicateurs de croissance :

Indicateurs de croissance	2015	2016	2017	2018 (e)	2019 (e)
PIB (milliards USD)	101,19	103,61	110,71e	118,62	125,89
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,6	1,2	4,8e	3,0	4,0
PIB par habitant (USD)	2.965	3.004	3.177e	3.368	3.538
Solde des finances publiques (en % du PIB)	-4,3	-4,9	-4,4e	-3,6	-3,0
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	63,683	64,695	62,812e	62,393	60,598
Taux d'inflation (%)	1,5	1,6	0,9e	1,6	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-2,17	-4,54	-4,44e	-3,38	-3,36
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-2,1	-4,4	-4,0e	-2,9	-2,7

Tableau N°2 : les indicateurs de croissance pour le Maroc (Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles.)

Indicateurs socio-économiques	2017	2018 (e)	2019 (e)
Taux de chômage (%)	9,3	9,5	9,2

Tableau N°3 : Les indicateurs socio-économiques (chômage) (Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles.)

²⁶ Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles

Indicateurs monétaires	2013	2014	2015	2016	2017
Dirham marocain (MAD) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	10,73	10,72	10,42	10,43	10,95

Tableau N°4 : Les indicateurs monétaires (Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.)

Les principaux secteurs économiques :

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	37,5	19,6	43,0
Valeur ajoutée (en % du PIB)	13,1	25,6	56,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	13,0	3,0	2,7

Tableau N°5 : Les principaux secteurs économiques²⁷ (Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.)

2- Les indicateurs économiques de l'Algérie : Croissance²⁸

❖ Indicateurs de croissance :

Indicateurs de croissance	2017	2018	2019 (e)	2020 (e)	2021 (e)
PIB (milliards USD)	167,39e	173,76e	172,78	178,64	181,57
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	1,3e	1,4e	2,6	2,4	1,8
PIB par habitant (USD)	4.012e	4.081e	3.980	4.039	4.033
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	27,259	38,336e	46,075	49,155	52,508

²⁷ <https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/maroc/indicateurs-croissance>

²⁸ Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles

Indicateurs de croissance	2017	2018	2019 (e)	2020 (e)	2021 (e)
Taux d'inflation (%)	5,6	4,3e	2,0	4,1	5,5
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-22,06	-16,70e	-21,70	-21,21	-20,82
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-13,2	-9,6e	-12,6	-11,9	-11,5

Tableau N°6 : les indicateurs de croissance pour l'Algérie²⁹ (Source : FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018.)

❖ **Indicateurs socio-économiques :**

Indicateurs socio-économiques	2019	2020 (e)	2021 (e)
Taux de chômage (%)	12,5	13,3	14,4

Tableau N°7 : Les indicateurs socio-économiques (chômage) (Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles.)

❖ **Indicateurs monétaires³⁰:**

Indicateurs monétaires	2014	2015	2016	2017	2018
Dinar algérien (DZD) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	102,78	107,46	116,43	125,36	137,57

Tableau N°8 : Les indicateurs monétaires de l'Algérie (Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.)

²⁹ Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles.

³⁰ Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles

❖ Les principaux secteurs économiques ³¹:

Ils sont présentés comme suite :

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	12,8	47,0	40,2
Valeur ajoutée (en % du PIB)	12,3	36,3	48,9
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	1,2	0,6	2,2

Tableau N°9 : Les principaux secteurs économiques (Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.)

Il est important de bien comprendre et de suivre les indicateurs économiques à travers les calendriers économiques. La valeur publiée est bien sûr importante mais il faut surveiller son écart par rapport à l'estimation prévue. En effet, plus l'écart sera important, plus la probabilité d'une forte volatilité sur les marchés est élevée au moment de la publication. En effet, la publication d'un indicateur qui est décalé par rapport au consensus peut créer un effet de surprise. Ainsi, même si l'indicateur est bon, l'effet de surprise peut faire baisser les marchés et inversement.

❖ Les indicateurs économiques de l'Algérie : Investissement ³²

	Algérie	Middle East & North Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	4,0	6,0	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	5,0	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	3,0	4,0	4,0	8,0
Index de protection des investisseurs****	3,3	4,5	6,5	6,0

³¹ Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles

³² Source : Doing Business - Dernières données disponibles

Tableau N°10 : Les IDE en chiffres (Source : Doing Business - Dernières données disponibles.)

*Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes.

**Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables.

*** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit.

**** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Investissement Direct Etranger	2015	2016	2017
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-584	1.635	1.203
Stocks d'IDE (millions USD)	26.232	27.871	29.053
Nombre d'investissements greenfield***	13	17	22
IDE entrants (en % de la FBCF****)	-1,0	3,2	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	15,9	17,3	n/a

Tableau N°11 : le développement des investissements direct étranger (IDE) (Source : CNUCED - Dernières données disponibles.)

* L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial.

** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays.

*** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère.

**** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

❖ Les indicateurs économiques en termes de coûts des facteurs :

a) Salaire minimum interprofessionnel garanti (SNMG) :

Salaire payé au mois: 15.000 DZD/mois (régimes de 40 heures par semaine).

b) Salaire mensuel moyen net :

- Secteur public économique :

- Cadres, DZD.....32000,00
- Maîtrise, DZD.....21500,00
- Exécution, DZD.....17000,00

2. Salaire brut moyen global par secteur d'activité (en DZD) :

- Hydrocarbures et services pétroliers.....36000,00
- Industrie19500,00
- BTPH.....16000,00
- Services.....24000,00
- Transports.....22000,00
- Commerce.....19000,00

Donc, il faut cependant signaler que les salaires dépassant le SNMG sont ici donnés à titre indicatif seulement, car, de façon générale, les salaires sont fixés par négociation entre l'employeur et le partenaire social dans le cadre d'une convention collective. Vingt conventions collectives et vingt-quatre accords pour le secteur économique public et privé ont été signés le 1er mai 2010. L'augmentation des salaires est de 23% pour le secteur public et de 20% pour le secteur privé.

c) Charges sociales et fiscales

- Cotisations de sécurité sociale (base: masse salariale):

Branches	Quote-part à la charge de l'employeur	Quote-part à la charge du salarié	Total
Assurances sociales	12,5%	1,5%	14%
Accident de travail et maladies professionnelles	1,25%	-	1,25%
Retraite	10,5%	6,75%	17,25%
Assurances chômage	1%	0,5%	1,5%
Retraite anticipée	0,25%	0,25%	0,5%
Fonds du logement social (FNPOS)	0,5%	-	0,5%
Total	26%	9%	35%

- **Impôts sur le revenu global (IRG):**

La revenue à la source est calculée par application aux sommes imposables du barème IRG mensualisé prévu pour les salaires et prélevé au moment de chaque paiement effectué par l'employeur.

Le taux de revenue est de 10% pour les primes de rendement et gratifications, d'une périodicité autre que mensuelle, habituellement servies par les employeurs et les sommes versées à des personnes exerçant en plus de leur activité principale de salarié une activité d'enseignement, de recherche, de surveillance ou d'assistantat à titre vacataire. L'application du taux de 10% exclut le bénéfice de l'abattement sur impôt prévu en faveur des salariés et pensionnés.

- **Tableau du brème progressif (IRG):**

Fractions du revenu imposable (en DZD)	Taux d'imposition (en%)
n'excédant pas 120.000	0
de 120 001 à 360.000	20
de 360 001 à 1 440.000	30
supérieure à 1 440.000	35

Un abattement de 50% est consenti aux travailleurs résidant et exerçant dans les wilayas du grand sud: Adrar, Illizi, Tamanrasset, Tindouf. Les traitements et salaires, ainsi que les éléments y relatifs bénéficient d'un abattement proportionnel sur l'IRG/S égal à 40%, sans être inférieur à 12.000 DZD/an ou supérieur à 18.000 DZD/an (soit entre 1.000 et 1.500 DZD/mois), et ceci sans tenir compte de la situation familiale de l'assujetti.

Mutuelle: 10 à 150 DZD/mois.

d) Accessoires de salaires:

Certains éléments de rémunération sont également servis, selon des pourcentages variables en fonction de l'organisme payeur et du secteur d'activité, par certains employeurs tels que les primes et indemnités suivantes:

- Prime de rendement;
- Prime de panier;
- Indemnité de travail posté;
- Indemnité de transport;

Chapitre 6:

L'Algérie : tous les indicateurs au rouge de 2017 à nos jours

Chapitre 6: L'Algérie : tous les indicateurs au rouge de 2017 à nos jours

Le Fonds monétaire international (FMI) a publié mardi sa mise à jour quant aux perspectives de l'économie mondiale, et ce à la veille de la tenue des réunions annuelles de printemps des Institutions de Bretton Woods. Une mise à jour qui lui a permis de relever ses prévisions de croissance pour l'Algérie en 2016. Selon le Fonds, celle-ci s'est établie à 4,2% contre 3,6% dans sa prévision établie au mois de janvier dernier.

Cependant, pour les deux prochaines années, les prévisions du FMI ont de quoi inquiéter. Celui-ci mettant tous les voyants au rouge. Ainsi, la prévision de croissance pour 2017 table sur un taux de 1,4%, soit la moitié de ce qui avait été prévu en janvier, soit 2,9%. Une tendance baissière qui se maintiendra en 2018, avec un taux de 0,6%.

Le FMI a aussi ajusté à la hausse ses prévisions de l'inflation à 6,4% en 2016 contre 5,9% prévu auparavant et prévoit un taux de 4,8% en 2017 et 4,3% en 2018. Selon les chiffres du Fonds, le solde du compte courant a représenté -16,4% du PIB en 2016, un peu plus que ce qu'a projeté le FMI dans ses prévisions actualisées de janvier à -15,1%. Le déficit du compte courant devrait ensuite se réduire davantage à -12,3% en 2017 et à -10,2% en 2018. Le FMI s'attend, par ailleurs, à une hausse du chômage en Algérie en 2017 à 11,7% contre 10,5% en 2016. Ce taux devrait progresser en 2018 à 13,2%.

1- Les principaux indicateurs économiques de l'Algérie³³ :

Les principaux indicateurs économiques de l'Algérie virent au rouge. Le pays vient de passer d'une phase « d'embellie financière » à celle « d'embolie financière ».

La situation impose des réformes économiques profondes en urgence. Alors que la sonnette d'alarme tirée par la Banque d'Algérie retentit encore plus fort, le Fonds monétaire international (FMI), dans son rapport du 14 avril dernier, sur les perspectives économiques mondiales, n'a fait que rajouter une couche de pessimisme au tableau peu reluisant présenté par l'institution de Mohamed Laksaci.

³³<http://afrique.le360.ma/algerie/economie/2018/07/17/21925-algerie-le-fmi-predit-des-perspectives-economiques-sombres-21925>

Pour le FMI, les temps sont durs pour l'économie algérienne ; chômage en hausse, inflation galopante, déficit commercial et déficit de la balance des paiements, croissance économique en berne...etc. C'est le bouquet ! Dans les détails, le rapport du FMI fait ressortir une croissance économique en baisse à 2,6% pour l'année en cours, avant de remonter à 3,9% en 2016, contre 4,1% en 2014. C'est-à-dire que l'économie algérienne crée moins de richesses, en dépit d'importantes ressources financières mobilisées. Le secteur des hydrocarbures, jadis moteur de croissance, est en situation de stagnation tant sur le plan de la production que sur celui de l'exportation.

Le pire est que ce sont les déficits qui reviennent en force. Après que la balance commerciale eut terminé l'année 2014 dans le rouge, la balance des comptes courants de l'Algérie sera encore négative pour s'établir à -15,7% du PIB en 2015 et à -13,2% en 2016 (contre -4,3% en 2014). En termes plus clairs, la balance des comptes courants enregistrerait à la fin 2015 un déficit estimé à environ 26 milliards de dollars. Il y a quelques jours, la Banque d'Algérie, dans sa dernière note de conjoncture sur l'évolution des agrégats monétaires et financiers, avait souligné en crayon-feutre que le pays enregistre le premier déficit de la balance commerciale depuis 2000.

Fini l'ère du pétrole cher, les recettes des hydrocarbures se rétrécissent comme peau de chagrin et peinent à financer la facture des importations qui a atteint, fin 2014, le seuil alarmant des 60 milliards de dollars. La politique d'expansion budgétaire appliquée depuis plusieurs années déjà par le gouvernement ne tient plus. Affaibli par les importants montants mobilisés pour le financement de l'investissement, le Trésor public connaît le plus important déficit depuis 2000.

Ceci, alors que le Fonds de régulation des recettes (FRR) qui sert depuis 2006 à couvrir le déficit du Trésor public n'a jamais été autant sollicité. Ses avoirs ont connu une baisse significative en 2014 estimée à 2965,6 milliards de dinars en 2014, soit l'équivalent de 27 milliards d'euros. L'Algérie a perdu également 15 milliards de dollars sur ses réserves de change en 2014. La note du FMI fait craindre également le pire, puisqu'il prévoit une hausse du taux de chômage qui devrait culminer au dessus de 11,8% en 2015 et à 11,9% en 2016 (contre 10,6% en 2014).

Quant à l'inflation, le FMI estime qu'elle devrait passer à 4% en 2015 ainsi qu'en 2016 (contre un taux de 2,9% en 2014). C'est dire que l'économie accuse peu à peu des déficits et

risque de tomber à nouveau dans le piège de l'endettement si les cours du pétrole ne remontent pas la pente le plus tôt possible.

La balance des comptes courants de l'Algérie sera encore négative pour s'établir à -15,7% du PIB en 2015 et à -13,2% en 2016 (contre -4,3% en 2014).

2- L'Algérie 2017/2020, face aux contraintes financières et de gouvernance :

Selon nos informations la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont émis des réserves à notre ministre des Finances sur les risques inflationnistes du financement non conventionnel non maîtrisé, supposant des contrepoids indépendants de l'exécutif, ne pouvant être juge et partie.

Cela est d'ailleurs consigné dans leurs rapport 2017 -BM/FMI), inquiétudes partagées par la communauté économique européenne, les partenaires économiques étrangers et la majorité des experts algériens et étrangers(voir rapport banque agricole Paris octobre 2017 et plusieurs articles dans le monde.fr d'octobre 2017). Cette présente contribution se veut un rappel des principaux indicateurs économiques et financiers de l'Algérie afin de prendre des mesures urgentes de réformes structurelles pour dépasser la crise actuelle

1. Selon le rapport du FMI 2017, l'Algérie aurait un taux de croissance du PIB réel inférieur au taux de croissance démographique de seulement de 1,5% pour l'année 2017 et 0,8% pour 2018 et l'AIE ne prévoit pas un relèvement substantiel du cours du pétrole pour 2018, tout au plus une stabilisation. Avec un PIB en décroissance entre 2017/2018 reconvertis en dollars, inférieur au taux de croissance démographique, le taux de chômage incluant les sureffectifs dans les entreprises publiques, les administrations et les emplois temporaires, dépasserait 13% en 2018 l'ONS l'établissant à plus de 12% en 2017.

2. Des rapports tant nationaux que du FMI indiquent que le déficit budgétaire réel de l'État a dépassé le niveau énorme de 20% du PIB fin 2015 en raison d'une réaction tardive des pouvoirs publics qui ont maintenu un niveau de dépenses publiques élevé malgré la chute des recettes. Pour l'année 2017, la poursuite et l'accélération de la réduction des dépenses de l'État prévue par la Loi de finance 2017 devait ramener le déficit aux environ de 7% du PIB

au prix d'une coupe drastique dans les budgets d'équipement. Le niveau particulièrement élevé des déficits budgétaires a été aggravé depuis le début de l'année 2017.

Le recul des recettes financières et la poursuite des dépenses publiques à un niveau élevé a généré le recours à l'épargne du Fonds de régulation des recettes (FRR) pour couvrir le déficit dont le montant prélevé du FRR était comme suit: 1.132 milliards de DA en 2013, 2.965 milliards de DA en 2014, 2.886 milliards DA en 2015, 1.387 milliards en 2016, et ce après avoir utilisé ce qui restait soit 784 milliards de DA au début de l'année 2017. L'épuisement de ce dernier en février 2017 a fait surgir un grave problème de financement.

3. L'exposé des motifs du projet de loi portant amendement de la loi monnaie et crédit du ministre des Finances indique que la loi de finances 2017 tablait sur près de 6.002 milliards de dinars de recettes et 7.115 milliards de dinars de dépenses, soit un déficit de 1.113 milliards de dinars, que le Trésor couvre partiellement pour un montant de près de 570 milliards DA pour couvrir son déficit jusqu'à fin 2017.

Pour couvrir ce déficit, un ensemble d'outils monétaires et financiers ont été employés en vue de mobiliser des ressources supplémentaires, y compris les fonds pour le paiement des intérêts de la Banque d'Algérie (BA) au profit du Trésor public (610 milliards de DA en 2015 et 919 milliards de DA en 2016) et les avances de la BA au profit du Trésor public (276 milliards de DA en 2015 et 280 milliards de DA en 2016), ainsi que les fonds recouverts dans l'opération de l'Emprunt obligataire de la croissance économique (580 milliards de DA), outre un prêt de 105 milliards de DA, contracté auprès de la Banque africaine de développement (BAD).

4. Sous le titre "Algerie Net Oil Export Revenues", la revue - Info from EIA (Energy Information Agency OPEC- 2017), met en relief les revenus de Sonatrach entre 2005/2016 - 2005-34 milliards de dollars ; en 2006, 41 milliards de dollars, en 2007, 46 milliards de dollars, en 2008, 59, en 2009, 35 milliards de dollars, en 2010, 45 milliards de dollars, en 2011,62 milliards de dollars, en 2012, 61 milliards de dollars, en 2013, 54 milliards de dollars, en 2014, 48 milliards de dollars, en 2015, 26 milliards de dollars et en 2016 , 19 milliards de dollars. Pour 2017, les prévisions du DG de Sonatrach donnent 31 milliards de dollars de chiffre d'affaire devant soustraire en moyenne 25% des couts donnant un revenu net de 23 milliards de dollars, soit au total 2005/2017, environ 553 milliards de dollars.

5. Pour 2016, selon les statistiques douanières, les hydrocarbures ont représenté l'essentiel des exportations avec une part de 93,84% du volume global des exportations, et une diminution de 17,12% par rapport à l'année 2015. Les exportations "hors hydrocarbures", restent toujours marginales, avec seulement 6,16% du volume global des exportations soit l'équivalent de 1,78 milliard de dollars US, ayant enregistré une diminution de 9,55% par rapport à l'année 2015.

Les groupes de produits exportés en dehors des hydrocarbures sont constitués essentiellement par des demi-produits qui représentent une part de 4,5% du volume global des exportations soit l'équivalent de 1,3 milliard de dollars US, des biens alimentaires avec une part de 1,13% , soit 327 millions de Dollars US, des produits bruts avec une part de 0,29%, soit en valeur absolue de 84 millions de Dollars US et enfin des biens d'équipements industriels et des biens de consommation non alimentaires avec les parts respectives de 0,18% et 0,06%.

Avec les dérivées les recettes en devises de Sonatrach représentent 97/98% du total. En ce qui concerne la répartition par régions économiques au cours de l'année 2016, les données officielles montrent clairement que l'essentiel des échanges extérieurs de l'Algérie reste toujours polarisé sur ses partenaires traditionnels, les pays de l'OCDE occupant 60,94% des importations et 79,59% des exportations.

6. Les besoins de financement, bien que revus à la baisse, dont plus de 70% en devises uniquement pour Sonatrach et Sonelgaz selon les déclarations officielles entre 2017/2022 seront annuellement d'environ 50 milliards de dollars, soit 250 milliards de dollars pour cinq ans. Les besoins de financement en devises seront plus importants du fait de la situation économique. Le taux d'intégration du secteur privé et public ne dépasse pas 15%, plus de 70% des besoins des entreprises publiques et privées provenant de l'extérieur. La superficie économique est dominée à plus de 83% de petits services, commerce avec la suprématie de la sphère informelle au niveau de ces segments. Le tissu industriel représente moins de 5% du produit intérieur brut(PIB) et à l'intérieur de ces 5% plus de 95/97% de PMI/PME peu innovantes.

7. Le financement non conventionnel concerne la partie dinars notamment les salaires et certains biens locaux. Mais en raison de la déperdition du tissu productif, en octroyant des dinars aux entreprises, ces dernières se porteront forcément emprunteur en devises pour leurs besoins auprès des banques primaires. La relance de la demande globale par la planche à billets peut accélérer les sorties de devises. Ce choc ne peut être amorti que si la valeur

ajoutée interne s'accroît substantiellement en permettant dans deux à trois ans, l'innovation entrepreneuriale, dans un cadre concurrentiel mondial (cout/qualité) afin d'éviter la dérive inflationniste et l'épuisement des réserves de change.

8. Les sorties de devises importations de biens, importations de services, ces derniers fluctuant entre 10/12 milliards de dollars /an entre 2010/2016) et les sorties légaux de capitaux ont été en 2016 d'environ 60 milliards de dollars. Au vu des dernières statistiques douanières, huit premiers mois, pour 2017, les sorties de devises fluctueront entre 55/60 milliards de dollars.

Dans ce cadre, évitons la sinistrose :je ne le répéterai assez jamais en ce mois d'octobre 2017, l'Algérie ne connaît pas encore de véritable crise financière mais une crise de gouvernance. Car la dette extérieure est inférieure à 5 milliards de dollars et les réserves de change sont passées de 195 milliards de dollars au 01 janvier 2015 et termineront entre 92 (source FMI) et 97 (source du gouvernement) laissant un répit de trois années

En résumé, sans mobilisation de la population, autour d'un large front national tenant compte des différentes sensibilités, supposant une grande moralité de ceux qui dirigent la Cité, condition du rétablissement de la confiance, aucun développement de sortie de crise n'est possible. Il s'agit non de diviser mais de rassembler, de redonner confiance et non de faire peur, certains responsables ayant parlé presque de faillite de l'Algérie, ce qui a été contre-productif tant au niveau national qu'international, avec le risque de faire fuir le peu d'investisseurs algériens et étrangers créateur de richesses, en créant un véritable traumatisme au niveau de la population ce qui a accéléré le processus inflationniste.

Ce processus risque de s'amplifier, les lois économiques étant insensibles aux slogans politiques, en cas de non limitation de la planche à billets qui doit être destinée exclusivement au segments productifs et dont le montant limité doit être contrôlé par une institution indépendante, l'exécutif ne pouvant être juge et partie et comme promis par le premier ministre devant les députés de l'APN. C'est que le corps social algérien a profondément évolué, influencé par les nouvelles mutations de communication planétaire et n'étant plus dans la situation des années 1995/1996. Par ailleurs ceux qui donnent des leçons de nationalisme doivent savoir qu'à l'avenir l'amélioration du pouvoir d'achat et le véritable nationalisme des Algériens, quel que soit le niveau de responsabilité, se mesurera par leur contribution à la valeur ajoutée interne.

La véritable clef du développement réside en la ressource humaine, de libérer l'entreprise publique ou privée, fondement de la création de la richesse, des contraintes bureaucratiques passant par une gouvernance renouvelée. On ne décrète pas la fixation des prix, la création d'entreprises ou la création d'emplois, ce qui a abouti à des effets pervers. Il s'agit de ne pas confondre le tout Etat des années 1970/1990 (solution de facilité des bureaucrates en panne d'imagination) avec l'importance de l'Etat régulateur stratégique en économie de marché. Mais cela suppose un degré de compétences élevés pour réguler face aux enjeux de la mondialisation qui augure de profonds bouleversements géostratégiques, politiques, militaires, culturels et économiques entre 2017/2020/2030.

3- Le rapport de suivi de la situation économique :³⁴

La flambée de la demande et des prix du pétrole et du gaz a entraîné un net rebond de la production et des exportations d'hydrocarbures en 2021, réduisant fortement les besoins de financement budgétaire et extérieur. La reprise dans les secteurs de l'économie hors hydrocarbures reste toutefois incomplète, alors que l'inflation est en hausse. Au-delà de la manne actuelle des hydrocarbures, il faudra nécessairement accélérer la mise en œuvre du programme de réformes structurelles du gouvernement pour stimuler la reprise, diminuer la dépendance de l'Algérie à l'égard des exportations d'hydrocarbures, réduire durablement les déséquilibres macroéconomiques, diversifier l'économie et créer des emplois dans le secteur privé.

3-1- Évolutions récentes :

Sous l'impulsion du secteur pétrolier et gazier, l'économie a progressé de 3,9 % en glissement annuel pendant les neuf premiers mois de 2021, après s'être contractée de 5,5 % en 2020. La reprise de la production d'hydrocarbures a été favorisée par l'envolée de la demande européenne de gaz et l'assouplissement des quotas de production de l'OPEP. La production agricole a stagné à cause de la faiblesse des précipitations, l'activité a ralenti dans le secteur des services, mais la croissance a été portée par l'industrie et la construction. En septembre 2021, le PIB hors hydrocarbures était toujours inférieur de 3 % à son niveau d'avant la pandémie. Du côté des dépenses, la consommation et l'investissement privés sont revenus à leurs niveaux pré-pandémiques, mais les stocks ne sont pas encore remontés.

³⁴ <https://www.banquemondiale.org/fr/country/algeria/publication/economic-update-april-2022>

3-2- Les Perspectives :

Le PIB devrait poursuivre son évolution à la hausse pour retrouver son niveau de 2019 en 2022, malgré la faiblesse des précipitations et donc de la production agricole. Grâce à la reprise des investissements publics et énergétiques, la croissance des investissements devrait dépasser celle de la consommation, cette dernière étant plus timide en raison du redressement progressif du marché du travail et des répercussions de la forte inflation sur le revenu réel des consommateurs. La production d'hydrocarbures augmentera à mesure que les quotas de l'OPEP seront assouplis et que la demande de gaz algérien bénéficiera de la diversification européenne à l'égard de l'offre russe, avant de s'inscrire à nouveau dans une tendance baissière compensée néanmoins par une croissance modeste hors hydrocarbures.

4- Algérie : des indicateurs commerciaux dans le vert mais...

Un début de diversification économique, la montée des prix du pétrole et, surtout, la flambée de la demande de gaz, suffiront-ils à redresser en profondeur une économie algérienne très perméable aux aléas de la conjoncture ? L'industrie pétrogazière contribue à plus de 85 % de la balance commerciale positive enregistrée au premier semestre 2022.

Hausse des cours du brut, accroissement de la demande européenne en gaz, pour un pays producteur dont la rente pétrolière est la principale source de recettes publiques, les voyants semblent être passés au vert pour engranger les revenus. Ainsi, la Direction générale des douanes a récemment publié un rapport semestriel encourageant. La balance commerciale algérienne affiche en effet 5,6 milliards de dollars d'excédent au premier semestre cette année, contre 1,34 milliard de déficit l'an dernier. Les exportations du pays ont crû de près de 50 % depuis le début 2022.

Chapitre 7 :

Les indicateurs de développement du

PNUD

Chapitre 7 : Les indicateurs de développement du PNUD

1- Les indicateurs de développement du PNUD :

Cette page présente les indicateurs de développement du Programme des Nations-Unies pour le Développement (IDH, ISDH, IPF, IPH) et explique brièvement les atouts et les limites de ces indicateurs.

1-1- L'indice de développement humain (IDH) :

Le Pnud publie depuis 1990 un rapport annuel sur le développement humain dans le monde, présentant un ensemble d'indicateurs économiques, sociaux et environnementaux. L'Indicateur de développement humain (IDH), bien que rudimentaire, est certainement le plus célèbre. Il est constitué de la moyenne de trois indicateurs permettant chacun de classer les pays sur une échelle de 0 à 1 : l'indice du PIB par habitant (exprimé en parités de pouvoir d'achat), l'indice de l'espérance de vie à la naissance, et l'indice du niveau d'instruction (mesuré par un indicateur alliant pour deux tiers le taux d'alphabétisation des adultes et pour un tiers le taux de scolarisation).

L'indice de l'espérance de vie à la naissance s'exprime en années. Pour la convertir en un indice (IESP), on utilise la formule suivante :

$$\text{IESP} = (E-25) / (85-25).$$

85 ans représente en effet un maximum qu'aucun pays n'atteint et n'atteindra vraisemblablement avant longtemps (bien qu'au Japon l'espérance de vie dépasse 80 ans), et 25 ans est un chiffre nettement inférieur à ceux des pays africains notamment où l'espérance de vie se situe autour de 35 ans. En France par exemple, l'espérance de vie à la naissance était de 80,2 ans en 2005, ce qui induit un indice de 0,919.

L'indice de niveau d'instruction (alphabétisation + scolarisation). L'indice de niveau d'instruction (INI) mesure le niveau atteint par le pays considéré en termes d'alphabétisation des adultes et de scolarisation dans les trois cycles d'enseignement (« taux brut de scolarisation combiné »). Il s'agit de calculer un indice pour l'alphabétisation des adultes (part

de la population alphabétisée, entre 0 et 1) et un autre pour la scolarisation (effectif scolarisé dans les trois cycles, divisé par la population d'âge correspondant). Ces deux indices sont ensuite fusionnés par une moyenne pondérée (2/3 pour l'indice d'alphabétisation et 1/3 pour l'indice de scolarisation) afin de donner l'indice de niveau d'instruction.

Notons que cette méthode n'a de sens que dans les pays où l'alphabétisation est un problème important et suivi. Ainsi, dans les pays les plus développés comme la France manquent de statistiques fiables sur ces grandeurs, ce qui conduit le PNUD à leur attribuer conventionnellement un taux de 0,99.

L'indice du PIB par habitant en PPA. L'indice de PIB (IPIB) est calculé sur la base du PIB par habitant (en PPA, parités de pouvoir d'achat, ce qui signifie que si un même « panier » de biens et de services, représentatif de la consommation américaine, coûte 0,90 euro en France, et 1 dollar aux Etats-Unis, on dira que la « parité de pouvoir d'achat » entre les deux pays est de 1 dollar pour 0,90 euros, et l'on pourra exprimer le PIB français en « dollars PPA ») « corrigé » par une fonction logarithme (base 10). Cette correction repose sur l'idée suivante : un revenu illimité n'est pas nécessaire pour atteindre un niveau de développement humain acceptable et qu'au-delà d'un certain niveau de richesse, le développement humain progresse de moins en moins pour un même niveau de croissance économique.

Pour le PIB par habitant, le seuil inférieur est fixé à 100 dollars par an, et le solde supérieur 40000.



L'indice de PIB = $[\log(23990) - \log(100)] / [\log(40\,000) - \log(100)]$

L'IDH est une moyenne simple (IESP + INI + IPIB) / 3. Il est de 0,952 pour la France en 2005.

1-2- L'indicateur sexospécifique de développement humain (ISDH) :

A partir de 1995, l'ISDH (indicateur «sexospécifique» de développement humain) s'efforce d'évaluer les différences de situation des hommes et des femmes selon les trois critères de l'IDH : la longévité (mesurée par l'espérance de vie à la naissance comparée des hommes et des femmes), l'accès au savoir (taux d'alphabétisation comparé des hommes et des femmes et taux de scolarisation comparé des garçons et des filles), le niveau de vie mesuré par la part des revenus des hommes et des femmes.

Le calcul de l'ISDH s'effectue en trois étapes. On commence par déterminer des indices concernant les populations féminine et masculine pour chacune des variables.

1-3- L'indicateur de participation des femmes (IPF) :

L'indicateur de participation des femmes à la vie économique et politique apparaît dès 1995. Par rapport à l'ISDH, L'IPF est axé plus spécifiquement sur la participation des femmes dans le processus de décision économique. La confrontation de ces deux indicateurs permet d'analyser si les progrès réalisés en matière de réduction des inégalités se traduisent dans les faits par une plus grande participation à la prise de décision.

On constate qu'il n'existe pas de relation linéaire entre ces deux critères de développement. Seuls les pays ayant un haut niveau de développement humain (IDH élevé) sont caractérisés à la fois par un ISDH et un IPF élevés. Il reste cependant des pays tels que France ou le Japon présentant de faibles distorsions en termes de potentiels (ISDH supérieur à 0,9) et des taux de participation relativement bas (IPF inférieur à 0,5).

Les critères de l'IPF sont le nombre de femmes parlementaires, occupant des fonctions de représentation parlementaire, de direction et d'encadrement supérieur, des postes d'encadrement et fonctions techniques - ainsi que la différence de revenu entre les sexes, qui reflète l'indépendance économique. Au contraire de l'ISDH, l'IPF montre l'inégalité des chances dans certains domaines choisis. Il a été calculé pour 78 pays. Les trois meilleurs pays sont la Norvège, la Suède et le Danemark, qui ont ouvert aux femmes de grandes opportunités en termes de participation à la vie économique et politique.

	Indicateur de participation des femmes (IPF)		ODM	Femmes occupant des fonctions parlementaire, de représentation de direction et d'encadrement supérieur ^b	Postes d'encadrement et fonctions techniques occupés par des femmes ^b	Part estimée du revenu du travail des femmes sur celles des hommes ^c	
			Parlementaires femmes				
Classement selon l'IDH	Classement	Valeur	(En % du total)	(En % du total)	(En % du total)		
Développement humain élevé							
1	Norvège	1	0,908	36,4	28	49	0,74
2	Suède	2	0,854	45,3	31	50	0,83
3	Australie	8	0,806	26,5	35	55	0,71
4	Canada	10	0,787	23,6	34	54	0,63
5	Pays-Bas	5	0,817	35,1	26	48	0,53
6	Belgique	7	0,808	33,9	30	48	0,50
7	Islande	6	0,816	30,2	29	55	0,63
8	États-Unis	14	0,769	14,0	46	55	0,62
9	Japon	38	0,531	9,9	10	46	0,46
10	Irlande	16	0,710	14,2	28	52	0,40
.../...							
16	France	..	..	11,7	..	..	0,59
Faible développement humain							
167	Tchad	..	..	5,8	..	..	0,59
168	Congo, Rép. Dém. du	..	..	7,4	..	..	0,55
169	Rép. Centrafricaine	..	..	—	..	..	0,60
170	Éthiopie	..	..	7,8	..	..	0,51
171	Mozambique	..	..	30,0	..	..	0,66
172	Guinée-Bissau	..	..	—	..	..	0,49
173	Burundi	..	..	18,5	..	..	0,71
174	Mali	..	..	10,2	..	..	0,61
175	Burkina-Faso	..	..	11,7	..	..	0,70
176	Niger	..	..	1,2	..	..	0,57
177	Sierra Leone	..	..	14,5	..	..	0,41

1-4- L'Indice de pauvreté humaine (IPH) :

A partir de 1997 est publié l'IPH, indice de pauvreté humaine, qui signale des manques, des privations ou exclusions fondamentaux d'une partie de la population, avec une variante 1 pour les pays en développement et une variante 2 pour les pays développés. Pour les pays développés, l'IPH-2 tient compte de quatre critères auxquels il accorde le même poids : probabilité de décéder avant 60 ans, taux d'illettrisme des adultes de 16 à 65 ans, pourcentage de personnes en deçà du seuil de pauvreté, pourcentage de chômeurs de longue durée.

L'IPH-1 s'attache aussi aux carences ou manques observables dans les trois dimensions fondamentales déjà envisagées par l'indicateur du développement humain :

- Longévité et santé : risque de décéder à un âge relativement précoce, exprimé par la probabilité, à la naissance, de ne pas atteindre 40 ans.
- Instruction et accès au savoir : exclusion du monde de la lecture et des communications, exprimée par le taux d'analphabétisme des adultes.
- Possibilité de disposer d'un niveau de vie décent : impossibilité d'accéder à ce que procure l'économie dans son ensemble, exprimée par la moyenne non pondérée de deux indicateurs : le pourcentage de la population privée d'accès régulier à des points d'eau aménagés et le pourcentage d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale.

Tout comme pour l'IDH, ces indices proposent une vision plus composite de la pauvreté, car ils vont au-delà des simples mesures de pauvreté en matière de revenu. Le Burkina Faso, le Niger, le Mali, l'Éthiopie et le Zimbabwe ont les niveaux de pauvreté humaine les plus élevés de tous les pays de l'indice : tous au-dessus de 50 %.

Pour les pays de l'OCDE à revenu élevé, l'IPH-2 apporte une vision différente de celle proposée par l'IDH. Ces pays tendent à avoir des valeurs d'IDH très proches, grâce à leur niveau de développement général très élevé. Mais, lorsque l'on s'intéresse à des variables et des critères relatifs de pauvreté adaptés spécifiquement à la situation de ces pays et aux différentes formes de pauvreté que l'on peut y croiser (comme l'exclusion sociale), on découvre d'importantes différences entre eux. Pour les 17 pays pour lesquels on dispose d'informations, la pauvreté humaine selon l'IPH-2 varie de 6,5 % en Suède à 15,8 % aux États-Unis. Et l'on note que les rangs d'IDH et d'IPH-2 ne sont pas vraiment les mêmes.

L'Australie est au 3ème rang d'IDH, mais au 14ème d'IPH-2. Le Luxembourg est au 15ème rang d'IDH, mais au 7ème d'IPH-2, ce qui reflète combien peut être différente la manière de redistribuer les fruits du développement humain.

2- Les Atouts et limites de ces indicateurs :

Sans revenir sur les insuffisances d'indicateurs qui ne sélectionnent que quelques critères d'évaluation, nous pouvons ajouter en nous appuyant sur les commentaires de J. Gadrey et F.Jany-Catrice³⁵ que l'IDH et l'ISDH ne permettent pas de produire des écarts significatifs entre pays développés, alors que de tels écarts semblent exister. La méthode de calcul de ces indicateurs explique en partie cette incapacité relative. En attribuant une note entre 0 et 1 aux différents indicateurs de performance et notamment celui du PIB, habitant, on s'interdit de mesurer des différences entre pays riches.

En effet, la note 1 est attribuée aux pays ayant atteint un PIB annuel par habitant en PPA de 40 000 euros. Or la plupart des pays riches se rapprochent de ce niveau. L'idée est que la richesse économique a des « rendements décroissants » en développement humain, et qu'au-delà de ce seuil conventionnel, la croissance du PIB contribue peu au bien-être. Ce n'est pas une évidence et l'on pourrait imaginer un IDH pour les pays développés et un pour les pays en développement qui réintroduirait des écarts entre pays tout en conservant l'idée que l'IDH et l'ISDH sont d'abord conçus pour analyser les performances des pays de développement humain faible ou moyen qui représentent 128 pays sur 174 répertoriés par le PNUD.

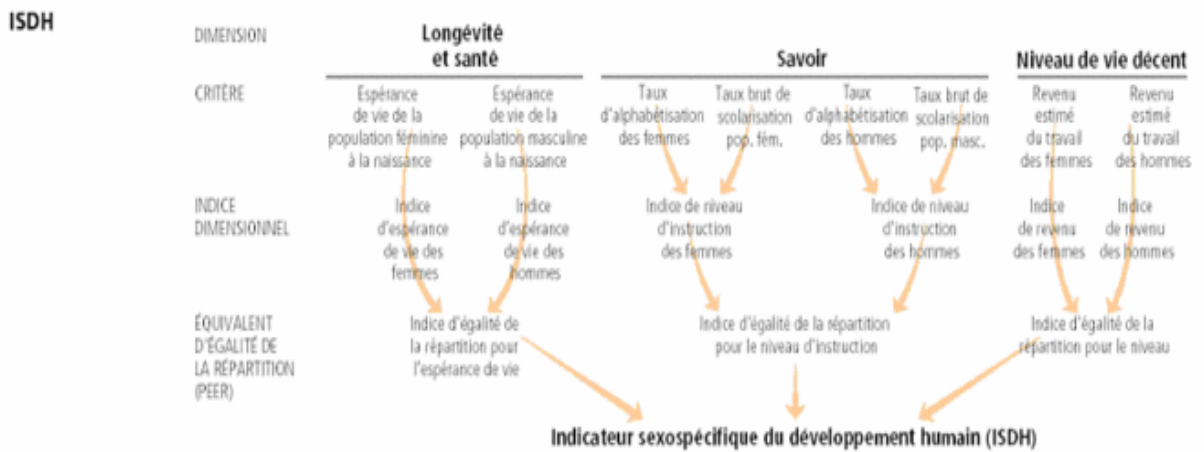
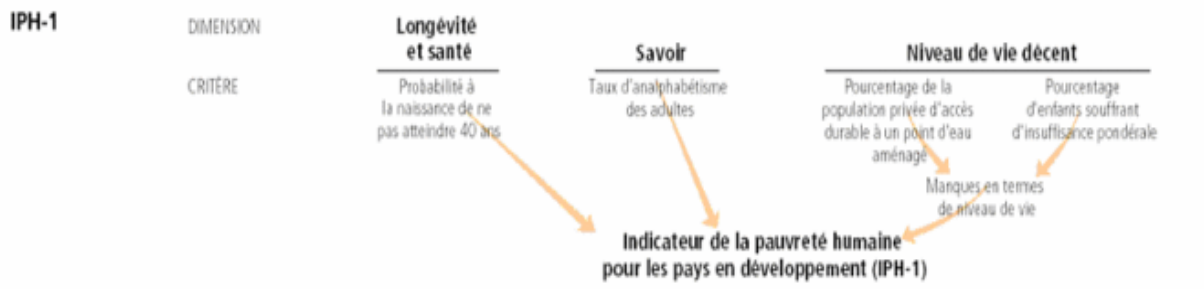
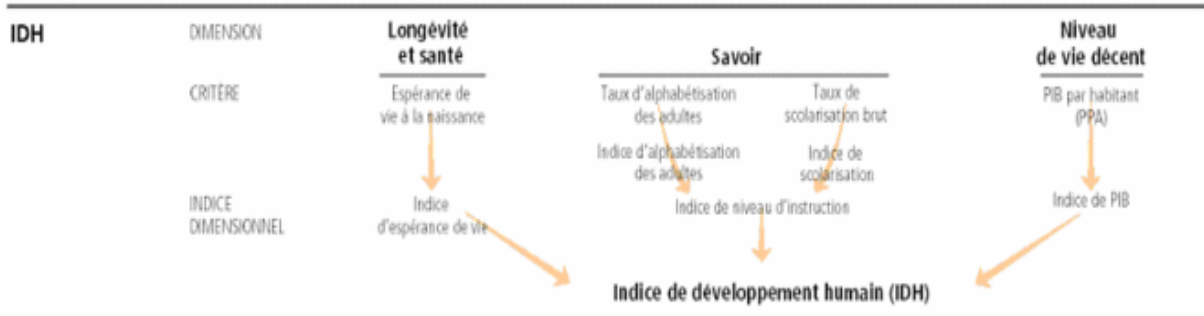
Notons que l'indice de pauvreté humaine (le seul à être mesuré en termes de pourcentage de la population, et non sur une échelle de 0 à 1), et l'indice de participation des femmes à la vie économique et politique, ne présentent pas d'inconvénients majeurs. Ils sont beaucoup plus «classants » à l'intérieur du groupe des pays développés, sans doute parce que, dans ces domaines, en partie indépendants de la richesse économique par habitant, bien des pays développés sont très en retards par rapport aux meilleurs d'entre eux et font peu pour combler ce retard.

Quelques soient les limites des indicateurs de développement du PNUD, ils « indiquent » déjà bien des choses, y compris pour les pays développés. Il n'est pas sans importance, par

³⁵ J.Gadrey, F.Jany-Catrice, *Les nouveaux indicateurs de richesse*. Repères, La Découverte, 2007.

exemple, de constater que les pays nordiques obtiennent d'excellentes notes dans toutes les catégories, et surtout dans le domaine de la réduction des inégalités sous diverses formes (pauvreté, inégalités entre hommes et femmes), tout en restant très honnêtement classés lorsque intervient (pour une part) la richesse économique (le PIB par habitant dans l'IDH). Il est aussi intéressant d'observer que les performances sociales de certains pays (en termes de classement) sont nettement meilleures que les performances économiques brutes et inversement.

Tableau de présentation synthétique des cinq indicateurs de développement humain :



3- Les indicateurs :

3-1- Les objectifs :

Les indicateurs permettent d'évaluer le fonctionnement d'une organisation. Cette fiche présente les différents indicateurs utilisables, leurs caractéristiques et donne un exemple applicable à un centre de secours. Parmi les définitions disponibles, l'article aborde les notions d'efficacité, d'efficience et de performance.

3-2- Le contenu :

- Les indicateurs permettent d'évaluer le fonctionnement d'une organisation :

On peut distinguer quatre types d'indicateurs : les indicateurs d'activité, d'efficacité, d'efficience et de performance. Leur construction doit obéir à quelques règles :

- le nombre d'indicateurs doit être ni trop faible, ni trop important. Il semblerait qu'une quinzaine d'indicateurs constitue une limite acceptable pour alimenter le tableau de bord d'un manager ;
- le fonctionnement d'une organisation s'apprécie au travers d'un système d'indicateurs. En effet, si les indicateurs du directeur départemental sont forcément différents de ceux répondant aux besoins des chefs de centre, les objectifs du service étant commun, chacun se doit de partager le même système d'indicateurs. Les indicateurs du niveau «N», sont donc cohérents avec ceux des niveaux « N+1» et « N-1 ». Ainsi les indicateurs d'un service doivent nourrir le tableau de bord du niveau supérieur et être alimentés par les indicateurs du niveau inférieur. On peut parler d'indicateurs « gigognes » ;
- un indicateur s'exprime de nombreuses manières : moyenne, médiane, écart type, mais également à partir de rapports, de variations et de tendances ;
- l'évolution relative de chaque indicateur est aussi importante que sa valeur absolue. La stabilité, voire la robustesse du système d'indicateurs est donc indispensable et changer trop souvent les indicateurs ne permet pas d'avoir une vision claire du fonctionnement d'un service sur le long terme

Sauf cas très particulier, les ressources ne sont pas à considérer comme des indicateurs. Elles constituent des moyens attribués au service pour réaliser ses missions. En revanche, il sera tenu compte des ressources pour calculer l'efficacité et la performance du service.

- **Quatre types d'indicateurs : activité, efficacité, efficience, performance**

4- L'indicateur d'activité :

L'indicateur est chargé de rendre compte du volume des opérations produites par l'organisation. Dans les services de secours en général, l'activité est le résultat de sollicitations générées par la population. Le cadre réglementaire influence également les volumes d'activité. Le résultat de l'activité est donc rarement le fruit des efforts déployés par les managers, ce qui explique que cette catégorie soit différenciée de l'efficacité du service. On retrouve ici la plupart des données permettant d'apprécier la sollicitation du service :

- nombre annuel d'interventions,
- nombre d'heures passées en interventions,
- etc... .

- L'indicateur d'efficacité informe sur l'atteinte des objectifs :

L'efficacité étant la mesure du degré avec lequel les objectifs sont remplis, les indicateurs doivent informer d'une part de l'atteinte et du dépassement des objectifs et d'autre part des défauts d'atteinte de ces mêmes objectifs. Selon la norme ISO 9000 ; l'efficacité se définit comme la réalisation des activités planifiées et l'obtention des résultats escomptés. Il faut éviter d'utiliser uniquement des moyennes pour construire ces indicateurs, en effet :

- la moyenne ne permet pas d'avoir une vision des valeurs extrêmes, notamment celles représentatives des situations pour lesquelles le service est hors d'atteinte des objectifs,
- la moyenne ne traduit pas finement les résultats de la réorganisation d'une activité, notamment si les progrès en matière de qualité cachent un accroissement des dysfonctionnements,
- la moyenne progresse trop lentement pour rendre compte des faibles évolutions de l'efficacité.

La dispersion des valeurs autour de la moyenne, permet d'informer plus rapidement sur la variation de l'efficacité. En complément des moyennes ou des médianes, les écarts-types ou la part des valeurs portant sur l'appréciation des écarts sont en général très utiles.

- L'efficience : le lien entre les résultats, les ressources ou les moyens :

L'efficience, quant à elle, est liée à l'utilisation des ressources du service. Ces indicateurs s'expriment sous forme de rapport entre les ressources et l'activité ou les résultats du service. Si l'efficacité consiste à réaliser de bons services ou de bons produits, l'efficience consiste à les réaliser aux meilleurs coûts. Selon la norme ISO 9000, l'efficience est le rapport entre le résultat obtenu et les ressources utilisées. C'est également la capacité de produire un effet positif.

- La performance : le lien entre les résultats et les moyens consacrés à l'atteinte de ces objectifs :

Être performant, c'est être efficace et efficient dans un contexte donné :

- l'efficacité permet de savoir si l'organisation atteint ses objectifs,
- l'efficience permet de savoir si l'organisation atteint ses objectifs au meilleur coût et avec le minimum de moyens,
- la pertinence permet de savoir si l'organisation s'est munie des moyens adéquats pour atteindre ses objectifs.

Cette approche peut être représentée par le modèle de Gilbert qui se décline à travers le triangle de la performance.

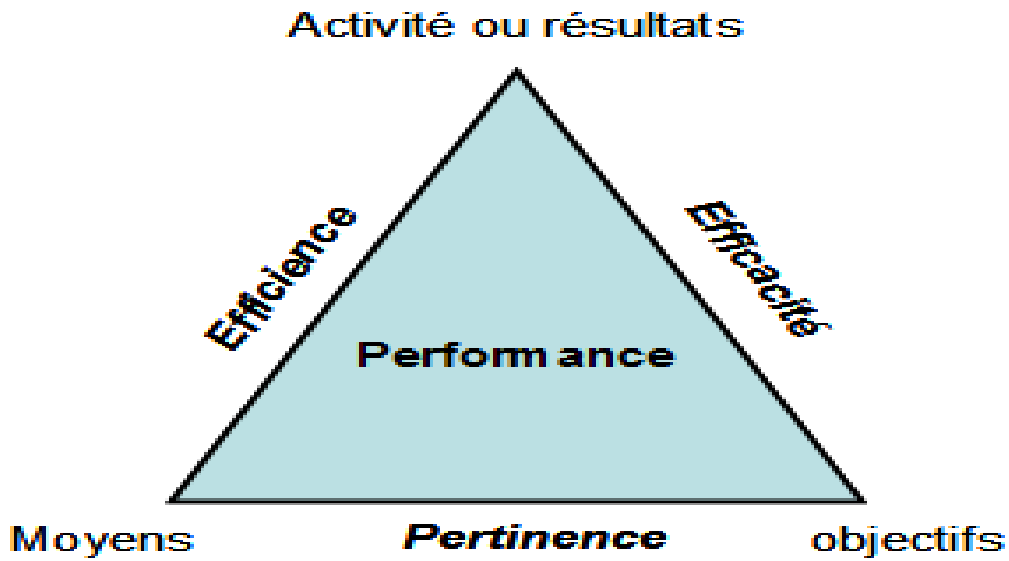


Schéma N°5 : le modèle de Gilbert qui se décline à travers le triangle de la performance.

Les indicateurs de pertinence sont correctement représentés par des rapports de différences :

$$\frac{\text{Différence des résultats}}{\text{Différence des moyens}}$$

Pour construire ces indicateurs, la méthode consiste à créer un tableau qui croise l'ensemble des résultats attendus avec l'ensemble des moyens attribués à l'organisation. Il convient de retenir uniquement les combinaisons qui associent les résultats aux ressources susceptibles de les influencer.

Objectifs – résultats attendus		Ressources attribuées à l'atteinte des objectifs		
		M ₁	M ₂	M ₃
Objectif n°1	Indicateur R ₁₀	$\frac{(R_{10} - R'_{10})}{(M_1 - M'_1)}$		
	Indicateur R ₁₁		$\frac{(R_{11} - R'_{11})}{(M_2 - M'_2)}$	
Objectif n°2	Indicateur R ₂₀	$\frac{(R_{20} - R'_{20})}{(M_1 - M'_1)}$		

Exemple : Le Directeur fixe deux objectifs :

- développer et stabiliser le volontariat,
- améliorer les délais de couverture opérationnelle,

- Développer et stabiliser le volontariat » est traduit par deux indicateurs de performance :

- Na, le nombre annuel d'heures d'astreinte effectué par des SPV,
- Ng, le nombre annuel d'heures de garde effectué par des SPV,
- Dm, la durée moyenne de carrière des sapeurs pompiers volontaires,
- Eq, le nombre de SPV quittant le SDIS pendant leur premier contrat.

- Améliorer les délais de couverture opérationnelle » est traduit par deux indicateurs de performance :

- A partir de l'heure de réception de l'alerte, délai moyen de présentation des premiers agrès,
- Délai de présentation des premiers agrès, constatés dans au moins 90% des cas.

Théoriquement, il est possible de construire quelques indicateurs de pertinence :

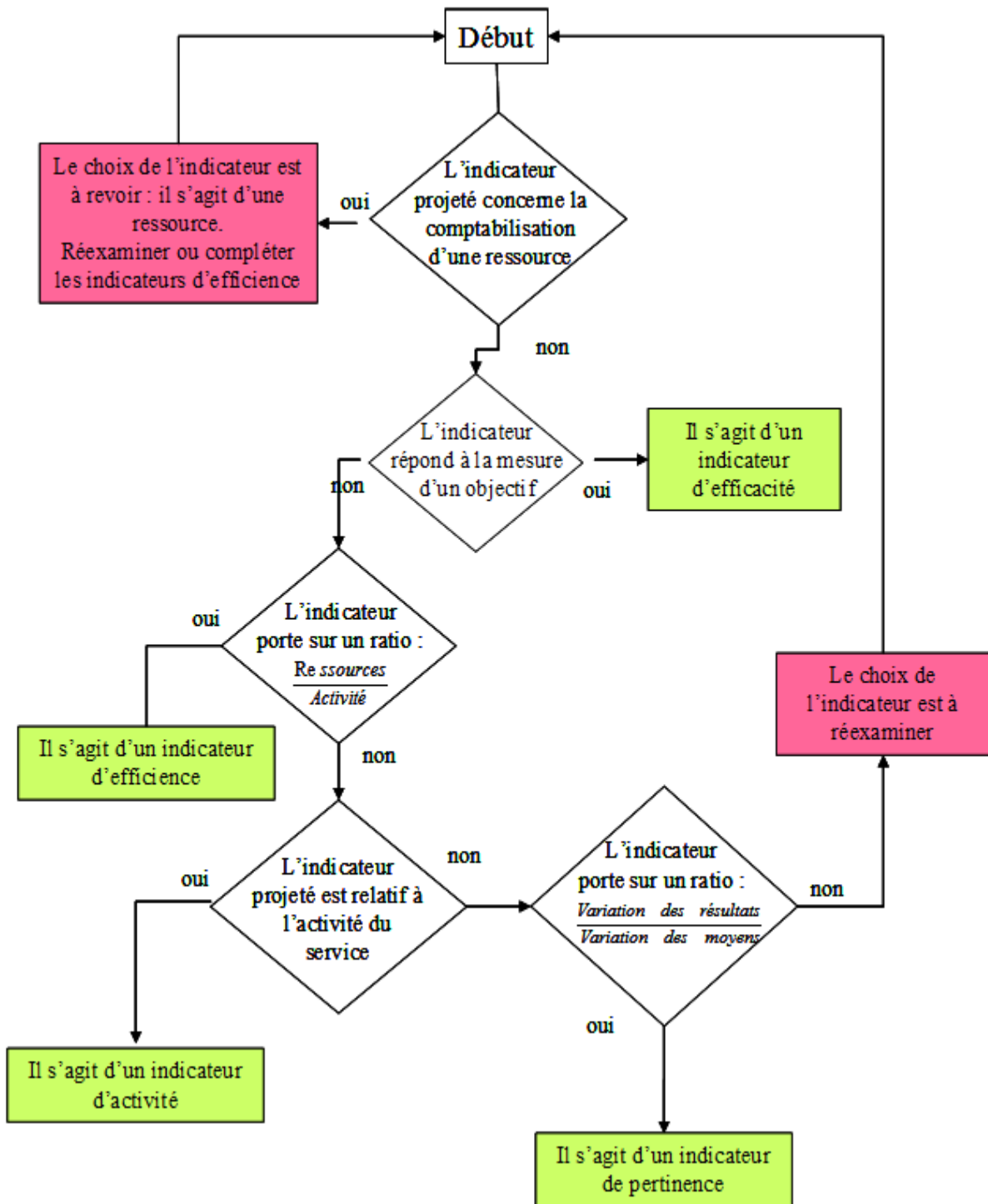
- Variation du nombre d'heures d'astreinte ou de garde par rapport aux effectifs de SPV,
- Variation de la durée moyenne de carrière des SPV par rapport aux effectifs,
- Variation du nombre de SPV quittant le SDIS pendant le premier contrat par rapport à la variation des effectifs.

3 - Exemple : les indicateurs susceptibles de rendre compte du fonctionnement d'un centre d'incendie et de secours

Indicateurs d'activité :	Nombre et répartition du nombre annuel d'interventions.
	Nombre d'heures passées en interventions.
Indicateurs d'efficacité :	Délai de départ : moyenne et pourcentage de départ dans un délai inférieur à 10 minutes.
	Durée moyenne de carrières des SPV.
	Durée de carrière des SPV ayant quitté l'activité.
	Nombre de refus de départs ou nombre de départs en sous effectifs.
	Nombre de jours par an avec un niveau de garde inférieur au règlement opérationnel.
	Nombre de SPV ayant quitté l'activité lors du premier contrat.
	Nombre de jours d'arrêts de travail – nombre d'accidents en service.
Indicateurs d'efficience :	Coût de fonctionnement / nombre d'interventions.
	Coût de fonctionnement / nombre d'heures passées en interventions.
	Coût de fonctionnement / nombre hommes/jours de gardes.
	Présentéisme : nombre d'hommes/jours de gardes / effectifs.
Indicateurs de pertinence :	Variation des délais de départ / Variation des coûts de fonctionnement.

Tableau N°7 : Les indicateurs susceptibles de rendre compte du fonctionnement d'un centre d'incendie et de secours

4 – L'arbre de décision utilisable pour classer les indicateurs :



Source : Auteur : Colonel Robert BOUGEREL - E-mail : robert.bougerel@orange.fr

Un **indicateur socio-économique** est indicateur économique qui, pour une situation donnée, fournit une évaluation qui comporte une dimension sociologique. C'est le cas de la majorité

des indicateurs économiques (par exemple, le coefficient de Gini et l'indice de Theil, mais pas le PIB).

5- Les indicateurs sociaux :

5-1- Définition :

Les **indicateurs sociaux** peuvent être quantitatifs ou qualitatifs selon ce qu'ils traduisent. On distingue les **indicateurs** de situation (Effectif, masse salariale, budget formation, nombre d'accidents du travail, durée du travail) et les **indicateurs** de mouvement (Taux de croissance des effectifs, taux de rotation...). L'IDH prend en compte le caractère multidimensionnel du **développement**. L'inégalité n'est pas prise en compte dans cet indice. L'indicateur de pauvreté humaine (IPH) permet de prendre en compte les inégalités en matière de besoins fondamentaux.

Les indicateurs sociaux permettent à l'organisation de pouvoir analyser l'état de ses ressources humaines de manière quantitative et qualitative. L'étude des indicateurs sociaux amène parfois l'organisation à prendre des décisions dans le but d'améliorer sa performance.

5-2- Les différents types d'indicateurs :

Les indicateurs sociaux sont nombreux : ils peuvent avoir un lien avec la rémunération, la formation, les recrutements, les départs, les absences, la démographie ou la santé financière de l'organisation. Les indicateurs sociaux peuvent être quantitatifs ou qualitatifs selon ce qu'ils traduisent. On distingue les indicateurs de situation (Effectif, masse salariale, budget formation, nombre d'accidents du travail, durée du travail) et les indicateurs de mouvement (Taux de croissance des effectifs, taux de rotation...).

Exemple : Une entreprise de sidérurgie s'interroge sur sa politique de rémunération. Elle peut donc comparer la moyenne des rémunérations qu'elle propose avec la moyenne nationale des salaires dans le secteur de la sidérurgie.

Il faut être attentif à l'exactitude des chiffres pour la comparaison et s'attacher à prendre des chiffres officiels provenant de l'INSEE, de la chambre de commerce et de l'industrie, de la chambre des métiers et de l'artisanat.

5-3- Les principaux indicateurs :

- **Taux de fréquence des accidents du travail par rapport au taux de gravité des accidents du travail :**

Taux de fréquence des accidents du travail (TF)	Taux de gravité des accidents du travail (TG)
<p>TF = (Nombre d'accidents du travail avec arrêt/Nombre d'heures travaillées) x 1 000 000 Taux exprimé pour 1 000 000 d'heures travaillées</p>	<p>TG = (Nombre de journées de travail perdues/Nombre d'heures travaillées) x 1 000 Taux exprimé pour 1 000 heures travaillées</p>
<p>Compare la fréquence des accidents du travail avec arrêt de travail dans l'organisation sur des périodes différentes ou par rapport à la moyenne de la profession Excellent révélateur sur la sécurité et la prévention des risques Un taux élevé doit alerter la direction</p>	<p>Mesure et compare la gravité des accidents du travail en tenant compte du nombre de jours perdus qu'ils occasionnent Permet à l'organisation de faire un point sur les actes de prévention et sur la sécurité au sein de ses services Plus le taux est élevé, plus l'organisation doit prendre des mesures pour y remédier</p>

- **Taux de rotation du personnel (taux de turnover) par rapport à Taux d'absentéisme :**

Taux de rotation du personnel (taux de turnover)	Taux d'absentéisme
(Nombre de départs dans l'année + Nombre d'arrivées dans l'année/2)/Effectif total x 100	(Nombre d'heures d'absence/Nombre théorique d'heures travaillées) x 100
Mesure la rotation du personnel dans l'organisation (changements intervenus au cours de l'année) Indicateur de bien-être au travail Un taux important doit alerter l'organisation sur les causes : stress, démotivation, mauvaise ambiance, problème de rémunération, d'équilibre vie privée-professionnelle Une rotation importante a des conséquences en termes de coût et d'organisation du travail	Mesure l'importance de l'absence des salariés dans l'organisation Plus le taux est élevé, plus les salariés sont absents de leur poste Impact sur le déroulement du travail, coût pour les organisations et preuve d'un certain malaise

5-4- L'utilité des indicateurs sociaux :

Les indicateurs sociaux sont importants pour les organisations. Leur analyse et leur prise en compte doivent mettre en évidence certaines failles (sécurité) ou situations (absentéisme) afin d'améliorer la performance. Absences, turnover et accidents du travail sont sources de coûts et vecteurs possibles d'une mauvaise image. Pour avoir du sens, les indicateurs doivent être comparés à ceux de périodes différentes (année N-2/ N-1), à ceux d'autres organisations du même secteur (concurrents) ou aux chiffres nationaux (secteur du BTP....).

6- Indicateur du développement ³⁶:

Les **indicateurs du développement** permettent de mesurer le développement. Ce dernier étant un phénomène complexe et multidimensionnel, sa mesure quantitative à travers des

³⁶ Marie Bartnik, « La Banque mondiale ne parlera plus des «pays en développement» », *Le Figaro*, 18 mai 2016.

indicateurs est difficile. Plusieurs générations d'indicateurs, de plus en plus riches, se sont donc succédé :

Le **niveau de vie** mesuré par le produit par habitant (PIB/tête) est le plus connu. La Banque mondiale dresse une typologie des pays à partir de cet indicateur (pays à faible revenu, pays à revenu intermédiaire, pays à revenu élevé). Cela permet de montrer les fortes disparités existantes entre les pays. Mais le revenu par habitant souffre de nombreuses limites.

Au cours des années 1990 des **indicateurs synthétiques** ont vu le jour. Le PNUD publie l'indicateur de développement humain (IDH) dans son rapport sur le développement humain. L'IDH prend en compte le caractère multidimensionnel du développement. L'inégalité n'est pas prise en compte dans cet indice. L'indicateur de pauvreté humaine (IPH) permet de prendre en compte les inégalités en matière de besoins fondamentaux. Le PNUD publie d'autres indicateurs : IDH corrigé des inégalités sexuelles (indicateur sexo-spécifique du développement humain ISDH), indicateur de participation des femmes...

Plus récemment, l'ONU a amélioré la mesure du développement en créant une batterie de **nouveaux indicateurs de développement**, dans le cadre des « Objectifs du millénaire pour le développement » (OMD). Les Objectifs du Millénaire pour le développement, à atteindre d'ici à 2015, sont les suivants :

- Réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim ;
- Réduire de trois quarts la mortalité maternelle ;
- Assurer l'éducation primaire pour tous ;
- Combattre les maladies, en particulier le VIH/sida et le paludisme ;
- Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ;
- Assurer un environnement durable ;
- Réduire de deux tiers la mortalité des enfants de moins de 5 ans ;
- Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Dans l'édition 2016 de ses indicateurs de développement, la Banque mondiale a pour la première fois renoncé à distinguer les « pays en développement » des « pays développés ». Une catégorisation devenue obsolète selon l'institution³⁷.

³⁷ Jean Gadrey, Les nouveaux indicateurs de richesse éd La Découverte, 2005.

Bibliographie :

Bibliographie :

- Dominique Méda, *Au-delà du PIB. Pour une autre mesure de la richesse*, Champs-Flammarion, 2008
- François Fourquet, *Les comptes de la puissance : histoire de la comptabilité nationale et du Plan, Recherches*, 1980
- Frédéric Bastiat : *Ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas*, chapitre 1 : la vitre cassée, 1850, Texte intégral sur Wikisource
- Guy Standing, "Enquêtes sur la sécurité des personnes: vers un indicateur du travail décent 2002", *Revue internationale du travail*, 2002 – 4, Numéro spécial sur la sécurité socio-économique, page 487-492
- Jany- Catrice, F. & Kampelmann, S. (2007). *L'Indicateur de bien-être économique : une application à la France*, Revue française d'économie, Volume XXII, No 1.
- Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice, *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Édition La Découverte, 2005
- Lars Osberg and Andrew Sharpe *An Index of Labour Market Well-being for OECD Countries* ou *New Estimates of the Index of Economic Well-being for selected OECD Countries*
- Lars Osberg et Andrew Sharpe donnent des exemples de leurs indicateurs, les *indicators of Well-Being*, sur des données brutes secondaires présentées pour quatorze pays dans des tableaux disponibles sur le site internet www.csls.ca.
- Lars Osberg et Andrew Sharpe sur leur *indicators of Well-Being*, voir discussion dans Travail et Emploi (2003) "Débat sur l'indice du bien-être économique," No. 93, janvier, pp. 75-97
- Luis Miotti et Dominique Plihon, 2001, cité dans Georges Menahem, *Des indicateurs économiques, pourquoi faire ?* pages 2-9, *Lettre du CEPN*, n°3, mai 2008 .
- PNUD, Chapitre 2 : "Inégalité et développement humain" du Rapport Mondial sur le Développement Humain 2005.
- *Revue internationale de sécurité sociale* « The decommodified security ratio: A tool for assessing European social protection systems », in *International Social Security Review* , Volume 60, Issue 4, Page 69-103, October-December 2007
- WWF: Global environmental conservation organization (ou Organisation de conservation de l'environnement mondial).